

LA RÉORGANISATION DES GRANDES INDUSTRIES D'EXPORTATION EN ANGLETERRE



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 9 Mai 1939, à 14 heures

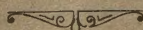
PAR

Geneviève LENICQUE

JURY :

Président : M. LESCURE, Professeur

Suffragants { M. Roger PICARD, Professeur
 { M. JAMES, Professeur



LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

22, RUE SOUFFLOT

PARIS

1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555827_0085

**LA RÉORGANISATION DES GRANDES INDUSTRIES
D'EXPORTATION EN ANGLETERRE**

LA RÉORGANISATION DES GRANDES INDUSTRIES D'EXPORTATION EN ANGLETERRE



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 9 Mai 1939, à 14 heures

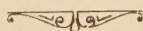
PAR

Geneviève LENICQUE

JURY :

Président : M. LESCURE, Professeur

Suffragants { M. Roger PICARD, Professeur
 { M. JAMES, Professeur



LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

22, RUE SOUFFLOT

PARIS

1939

Plusieurs des documents ayant servi à la rédaction de cette thèse ont été consultés par l'auteur pendant son séjour d'études à Londres; ils ont été spécialement trouvés au Stationery Office et à la bibliothèque de la London School of Economics.



La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Introduction

Il y a quelque temps déjà que les Anglais, malgré leur libéralisme économique, essaient de remédier au déséquilibre qui atteint depuis la guerre leurs quatre grandes industries de base : c'est-à-dire les industries du charbon, de la métallurgie, du coton et des constructions navales.

Depuis la guerre, en effet, l'Angleterre est en crise et on peut trouver plusieurs preuves de cette crise spécifiquement britannique.

1° Le nombre des chômeurs a toujours oscillé entre 1 million et 1 million 300.000, soit une moyenne de 11 % entre 1922 et 1930, c'est-à-dire à une époque de prospérité pour le reste du monde, entre les deux crises cycliques de 1921 et 1930. Le chômage existe surtout sur la côte Nord-Est, dans le Pays de Galles, en Ecosse et dans le Lancashire, donc dans l'Angleterre noire, où sont localisées les quatre grandes industries fondamentales de la Grande-Bretagne. Dans ces régions, le pourcentage des chômeurs atteint 28 à 32 %.

2° Le chiffre des exportations accuse une forte baisse par rapport à ceux d'avant la guerre ; par exemple, de 1913 à 1928, les exportations de charbon ont diminué presque du tiers ; celles de fer et d'acier de 14 % ; en revanche, les importations de produits sidérurgiques ont augmenté de 60 %. Les exportations de cotonnades sont passées de 7 milliards

de yards carrés (1) à moins de 4 milliards; il y a donc une réduction très sensible des exportations anglaises.

3° Ces quatre industries de base montrent un excès de capacité productive. Les constructions navales de 1921 à 1930 travaillent à peine à 50 % de leur capacité productive, l'industrie cotonnière, à 70 %; le Comité Balfour estimait que l'industrie métallurgique travaillait à 67 % de sa capacité.

Ces trois preuves se tiennent entre elles; c'est parce que les exportations sont réduites que les industries ne travaillent pas à pleine capacité et qu'il y a des chômeurs.

La crise anglaise est particulièrement aiguë; on peut dire qu'elle est circonscrite aux quatre vieilles industries d'exportation : celles qui ont fait la fortune de la Grande-Bretagne au XIX^e siècle.

Les Anglais ont d'abord espéré que cette crise qui atteignait leurs industries vitales, passerait; or, la crise n'est pas passée parce que ce n'était pas une simple crise cyclique tenant au mouvement des prix, mais une crise de structure qui avait des causes profondes.

La vie économique anglaise reposait sur un certain équilibre qui a été définitivement rompu par la guerre.

Avant 1914, l'Angleterre jouissait d'une prépondérance industrielle incontestée, qui reposait précisément sur ses quatre industries de base qui étaient toutes les quatre caractérisées par ce fait qu'elles étaient destinées à l'exportation. En effet, depuis qu'en votant la loi sur les blés en 1846, la Grande-Bretagne a sacrifié son agriculture à son industrie, elle doit, pour vivre, exporter des produits manufacturés pour pouvoir importer des produits alimentaires et des matières premières.

(1) 1 yard = 0 m. 914.

Cette politique économique anglaise, d'une part implique le libre-échange ou si le libre-échange est utopique, un protectionnisme modéré, et d'autre part postule que le reste du monde ne soit pas industrialisé pour que l'Angleterre puisse trouver des clients.

Ces deux conditions fondamentales étaient réalisées dans le monde d'avant-guerre; il y régnait un protectionnisme modéré si on le compare à celui d'aujourd'hui, et surtout l'Angleterre était en avance sur les autres pays. Grâce à son charbon, à son fer, à ses ports actifs et au génie inventif de ses habitants, elle s'était dotée très tôt des quatre grandes industries qui devaient faire sa prospérité. Sans doute, dès avant la guerre, l'Europe et les Etats-Unis s'industrialisant, la Grande-Bretagne ne jouissait plus d'un monopole parfait, mais elle avait encore pour elle une grande partie des marchés extra-européens. L'Angleterre avait un autre avantage; avant la guerre, le charbon était le roi des combustibles, sa richesse houillère était encore un des facteurs de son hégémonie industrielle.

Ces conditions exceptionnelles ne se sont pas retrouvées après la guerre.

Les Anglais ne s'en sont pas tout de suite aperçus parce que, en 1919 et en 1920, l'Europe manquant de tout, a acheté beaucoup de charbon, de produits sidérurgiques et de navires à l'Angleterre. Les industriels ont fait de gros bénéfices, toutes les industries anglaises ont connu alors une période de prospérité folle et se sont prêtées à la spéculation. Il s'ensuivit une surcapitalisation qui devait par la suite lourdement peser sur l'état financier des industries. En 1921, le « boom » a pris fin, et depuis cette date, jusqu'à la réorganisation, les quatre industries d'exportation sont dans le marasme, prouvé, comme on l'a vu, par l'excès de

capacité productive, la chute des exportations et le chômage; c'est donc à juste titre qu'on appelle les régions où sont situées ces industries, les « distressed areas », les régions dévastées.

Les conditions économiques d'après-guerre sont différentes de celles d'avant 1914.

Pendant la guerre, toutes les nations se sont industrialisées. Les pays extra-européens, se trouvant privés pendant la guerre de produits anglais, ont essayé par eux-mêmes de se constituer des industries; ils y ont réussi, la Grande-Bretagne ne se souciant pas de leur faire concurrence à cette époque. C'est ainsi que les clients d'avant-guerre de l'Angleterre devinrent ses rivaux d'après-guerre, et ses rivaux victorieux comme par exemple le Japon.

La première cause de la prospérité des grandes industries d'exportation anglaises avant-guerre, à savoir : l'existence de pays non industriels qui puissent être clients de l'Angleterre est donc supprimée par la guerre. Evidemment, ces pays se seraient sûrement industrialisés tôt ou tard, mais il n'est pas douteux que la guerre n'ait accéléré grandement ce mouvement.

Après la guerre, tous les pays s'entourent de barrières douanières très hautes pour protéger leurs industries, le nationalisme économique apparaît. Quelques États vont même jusqu'à pratiquer la doctrine autarcique, c'est-à-dire, veulent se suffire par eux-mêmes et par eux seuls à leurs besoins.

Ces mesures et ces doctrines sont tout à fait préjudiciables pour des industries destinées à l'exportation, puisqu'elles impliquent que les pays qui les pratiquent auront de moins en moins recours aux importations de produits étrangers.

La puissance industrielle anglaise était fondée sur le charbon ; c'est le seul combustible que l'Angleterre possède, mais elle en a énormément et peut en exporter. Or, au XX^e siècle, l'usage du charbon décline devant celui du pétrole et de la houille blanche ; l'Angleterre n'a donc plus l'avantage d'avoir un combustible meilleur marché que les autres pays.

On a pu constater un appauvrissement du monde par suite de la guerre, puis par suite de la crise qui a diminué particulièrement le pouvoir d'achat des pays agricoles, Afrique Occidentale, Amérique du Sud, Indes, clients de l'Angleterre.

Si l'on ajoute à cela que maintenant on préfère acheter des articles comme les postes de T.S.F., les automobiles ou les films cinématographiques, plutôt que les produits de base qui font l'objet des industries d'exportation anglaises, on comprend que ces industries soient en fort mauvaise posture et l'Angleterre avec elles.

Puisque les circonstances d'avant-guerre ne se retrouveront plus jamais, la crise anglaise n'est en rien comparable à une crise périodique de surproduction, mais est une crise durable. Pour la surmonter, il faut agir énergiquement, il faut que l'Angleterre s'adapte à la situation d'après-guerre ; elle doit organiser ses industries pour se défendre contre ses rivaux : des réformes de structure s'imposent.

La Grande-Bretagne d'après-guerre n'avait pas réagi : elle apparaissait avec un outillage vieilli, des méthodes anciennes, des doctrines du XIX^e siècle, toujours attachée à son individualisme et à sa tradition. Voici l'état de l'industrie anglaise de 1921 à 1930 :

L'outillage anglais est démodé et par conséquent d'un mauvais rendement ; ses concurrents ayant une industrie toute neuve ont un matériel ultra-moderne.

L'entreprise-type anglaise est bien plus petite qu'une entreprise allemande ou américaine; elle ne bénéficie donc pas des avantages de la grande production en série, des achats et des ventes en masse; elle ne pratique pas la standardisation, c'est-à-dire la production en masse d'un ou de quelques types de produits, système qu'utilisent largement les Etats-Unis et qui abaisse le prix de revient d'un article.

L'individualisme anglais empêchait toute coopération entre ces petites entreprises qui se faisaient entre elles une concurrence aussi farouche que stérile : le « price cutting » (course de vente au plus bas prix) ruinait les industries anglaises. En face des entreprises étrangères puissantes suivant une politique semblable, obéissant à un cartel ou à un trust qui règle la production et les prix, la multitude des petites entreprises anglaises sans discipline commune était vouée à l'échec.

L'Angleterre étant restée fidèle au libre-échange, il était forcé, en un temps où toutes les nations s'entourent de barrières douanières de plus en plus élevées, qu'elle se trouvât désavantagée en demeurant seule libre-échangiste; elle voyait envahir son propre marché et manquait d'instrument d'échange pour conclure des traités de commerce.

En somme, l'Angleterre, vieille puissance industrielle, souffrait du poids de sa tradition qui avait engendré la routine alors que les pays neufs, en s'équipant tout récemment, l'avaient fait en utilisant au maximum les procédés modernes.

Ce manque de rationalisation mettait l'Angleterre en état d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents quant au prix de revient, et cette infériorité était lourdement aggravée par la cherté de la livre. En 1918, le Comité Cunliffe avait décidé de redonner à la £ sa valeur d'avant-guerre; c'était

d'ailleurs l'avis de tous les financiers qui voulaient que Londres soit de nouveau le plus grand centre financier du monde, mais ils ne s'étaient pas préoccupés de la répercussion de cette mesure sur l'industrie. Or, la £ est remontée à son pair de 1914, mais les prix et, en particulier les salaires, n'ont pas baissé dans la même proportion. L'Angleterre est un pays cher, surtout comparé au continent dont toutes les monnaies ont été dévaluées.

Les salaires sont très hauts : les salaires ont augmenté de 70 % de 1913 à 1925. C'est la conséquence de la remontée de la £, de la hausse du coût de la vie, et du « standard of life » élevé dont les Anglais sont si fiers. Les charges sociales, les charges fiscales augmentent encore le coût de production.

Si l'Angleterre voulait conserver sa puissance industrielle déjà diminuée, elle devait renouveler ses méthodes. Sa politique adéquate au XIX^e siècle ne l'est plus au XX^e.

Bien que les Anglais aient toujours été partisans d'un grand libéralisme en matière économique, ils commencent à se rendre compte qu'un « management » quelconque, une réorganisation, est nécessaire pour faire sortir leurs industries d'exportation du marasme où elles se trouvent ; ils ont compris qu'il faut opérer un redressement dans la situation des industries de base, même au détriment de la grande maxime libérale : « Laissez faire, laissez passer ».

C'est à cette réorganisation qu'on assiste depuis 1929 ; elle vise la suppression de l'excès de capacité productive qui alourdit les industries, et la réduction du coût de production par l'adoption de méthodes modernes.

CHAPITRE I

QUI A RÉORGANISÉ ?

I. — *La Banque d'Angleterre*

C'est la Banque d'Angleterre qui est intervenue la première.

Elle a puissamment influencé et aidé les industriels qui désiraient rationaliser leurs industries, et elle a pris en mains la direction financière de la réorganisation.

Mais la Banque d'Angleterre suivant sa tradition ne voulait se consacrer qu'à la régularisation de la circulation des billets de banque et ne désirait pas assumer elle-même la charge de l'orientation industrielle.

C'est pourquoi, elle créa en 1929 une Société privée : « The Securities Management Trust », au capital infime de mille £, divisé en actions d'1 £ dont la totalité est détenue par la Banque d'Angleterre. La direction est composée d'experts au courant des questions financières et industrielles, des représentants les plus importants des industries de base et de la Banque d'Angleterre.

Son objet est de conseiller l'industrie, d'examiner les plans de réorganisation, de fournir dans certains cas une partie du capital initial. Le « Securities Management Trust » n'était qu'un échelon préliminaire.

En 1930, la « Bankers Industrial Development C^o Ltd » fut fondée; elle a un capital de 6 millions de £ divisé en 60 actions de 100.000 £ chacune; ces actions sont de deux types : 45 du type A; 15 du type B.

« The Securities Management Trust » a souscrit 14 actions B à triple droit de vote et le gouverneur de la Banque d'Angleterre a souscrit la quinzième; par leur intermédiaire, la Banque d'Angleterre a la majorité. Les actions A ont été prises plus ou moins librement par les « Joint Stock Banks ». Les directeurs de la « Bankers Industrial Development C^o Ltd » doivent maintenir d'étroites relations avec l'industrie.

Cette société a deux sortes de fonctions :

1^o Elle reçoit les plans, les examine, décide de leur mérite et prévoit leurs bases financières.

2^o Elle doit assister financièrement les plans qu'elle a approuvés en assurant l'émission des obligations et des actions.

Mais la « Bankers Industrial Development C^o Ltd » n'est pas une vraie banque. Ce sont les grandes banques privées qui ont des intérêts dans la société qui accorderont leur aide financière; elles l'accorderont plus facilement si les plans ont été examinés et approuvés par la « Bankers Industrial Development C^o » et jouissent de sa garantie morale.

En fondant ces deux sociétés, la Banque d'Angleterre a voulu faire participer les grandes banques à la réorganisation industrielle et les inciter à fournir des capitaux.

Ces deux organismes sont intervenus souvent pour faciliter les fusions d'entreprises et le rééquipement technique de l'industrie, comme nous le verrons dans les chapitres suivants.

II. — *Les banques anglaises*

Stimulées par la Banque d'Angleterre, les banques anglaises ont, elles aussi, aidé les industriels à se réorganiser. On avait besoin d'elles, car pour le faire, il fallait des capitaux.

D'après la tradition, les banques en Angleterre ne doivent jamais devenir des industriels. Sur le continent au contraire, elles collaborent avec l'industrie et influent sur son organisation. Mais depuis 1920, les industries se sont lourdement endettées vis-à-vis des banques, et celles-ci ont, de ce chef, plus d'influence sur elles.

Elles ont apporté des capitaux, forcé les entreprises à réduire leur capital; les grandes banques de province intéressées à l'industrie cotonnière ont essayé d'assainir la situation et lui ont fourni de grosses sommes; elles ont présidé à des fusions, par exemple la « Welsh Associated Collieries Ltd », dans l'industrie houillère a été formée grâce aux banques.

III. — *L'Etat*

L'Etat, lui aussi, a joué un rôle dans la réorganisation des industries d'exportation, contrairement à toute la tradition anglaise qui est essentiellement libérale; mais comme disait Lloyd George, « something ought to be done about industry », « on doit faire quelque chose pour l'industrie ». L'Etat est intervenu de différentes manières :

Il a commencé par réorganiser le crédit à l'exportation pour faciliter aux industries leurs affaires avec l'étranger. Dès 1918, le Gouvernement créa auprès du ministère du commerce, le département du crédit à l'Exportation : il fait des avances, puis garantit partiellement la bonne fin des af-

faïres traitées. Le 8 décembre 1938, M. Oliver Stanley, le ministre du commerce, a présenté une nouvelle loi portant à 75 millions de £ le maximum de garantie que le ministère du commerce était autorisé à accorder au lieu de 50 millions jusqu'ici et de 26 millions en 1926.

L'Etat a aidé également les industries par sa politique commerciale très importante pour elles, puisqu'elles sont destinées à l'exportation. Les accords d'Ottawa en 1932 réservent un droit de préférence pour les industries textiles et métallurgiques anglaises. Les traités de commerce avec les Pays Scandinaves ont eu pour conséquence une augmentation des exportations de charbon et de produits sidérurgiques britanniques vers ces pays. Le traité anglo-américain, conclu en novembre 1938, va vraisemblablement développer les échanges entre ces deux pays.

Le gouvernement a dévalué la livre, en septembre 1931; la dévaluation a d'ailleurs été imposée par les circonstances; mais, après coup, on s'est aperçu du bien qui en résultait pour les industries exportatrices.

Après la guerre, on a tout sacrifié à la finance sans se rendre compte des conséquences préjudiciables que cette politique entraînait pour les industries d'exportation; à partir de 1931, on abandonne cette politique néfaste, désormais, la finance doit contribuer à la réorganisation industrielle.

L'Etat ne s'est pas contenté de ces interventions indirectes, il a participé directement aussi à la rationalisation des grandes industries d'exportation.

Ce sont deux lois de 1930 et de 1938 qui ont discipliné l'industrie houillère; c'est une loi de 1936 qui a réduit la capacité productive des filatures; l'Etat a beaucoup influencé la réorganisation de l'industrie métallurgique en lui oc-

troyant des tarifs protecteurs à condition qu'elle se réorganise; il a consenti des avances de capitaux à très faible intérêt pour faciliter la reprise des constructions navales; il a garanti plus ou moins directement des emprunts. Nous verrons son action en détail quand nous étudierons les industries.

Enfin, depuis 1935, l'Etat influe grandement sur la production industrielle par le réarmement : l'industrie métallurgique a reçu ainsi un stimulant et les ordres de l'Amirauté viennent très utilement donner des commandes aux constructions navales.

S'il aide et donne une impulsion à la réorganisation, l'Etat ne dirige pas lui-même les industries. Lorsque le gouvernement fait voter des lois établissant des plans, ceux-ci doivent être appliqués et administrés par les intéressés. Sur ce point, l'Angleterre se différencie très nettement des pays comme la Russie ou l'Allemagne, où non seulement l'Etat régit l'économie par des lois, mais aussi les fait appliquer par des fonctionnaires.

L'Etat ne s'est pas du tout désintéressé des industries exportatrices, non seulement il a approuvé pleinement les efforts de réorganisation entrepris par la Banque d'Angleterre et les intéressés, mais en cas de carence de ces derniers, il a agi lui-même.

IV. — *Les autorités locales*

Les autorités locales non plus ne sont pas restées indifférentes devant la situation des « distressed areas », des régions dévastées.

Elles ont essayé d'attirer des chômeurs vers d'autres industries : par exemple, le Lancashire a développé l'indus-

trie de la rayonne. Elles ont aidé l'émigration d'ouvriers des « distressed areas » vers les régions où sont localisées les usines sidérurgiques modernes, ou vers les nouvelles industries prospères nées après la guerre, et qui sont situées dans le district de Londres.

Elles ont beaucoup stimulé la métallurgie en développant l'industrie du bâtiment, qui utilise de plus en plus d'acier. L'Etat aussi, d'ailleurs, a énormément développé la construction : de 1918 à 1937 on a bâti 3 millions 328.000 maisons, dont 932.824 sont bâties par les autorités locales.

Tous les ans, des plans de construction sont soumis aux municipalités; en octobre 1938, un projet de 8.233.200 livres a été approuvé par 141 municipalités. Il est un peu inférieur à celui de 1937.

Cette industrie du bâtiment occupe des ouvriers et procure des commandes à la sidérurgie; la reprise intérieure britannique lui est due en grande partie et la prospérité anglaise, depuis quelque temps, est une prospérité par le bâtiment.

V. — *Les industriels eux-mêmes*

Enfin, les industriels eux-mêmes, se sont efforcés de se réorganiser.

L'exemple le plus typique est celui de la « National Shipbuilders Securities Ltd. » créée par les constructeurs de navires aidés, il est vrai, par la Banque d'Angleterre, pour rationaliser les constructions navales. Dans les autres branches, les intéressés ont élaboré des plans, et conclu des accords sur les prix.

Il y a tout de même une tendance à faire prévaloir une certaine discipline dans chaque industrie.

Comme le dit le professeur américain Lucas, il semble qu'il y ait un changement dans la « psychologie britannique », et que les Anglais réorganisent leurs industries d'exportation au détriment même de leur principe individualiste et en s'éloignant de la doctrine libérale.

Nous allons passer en revue la réorganisation des industries du charbon, de la métallurgie, des constructions navales et du coton.

CHAPITRE II

RÉORGANISATION DE L'INDUSTRIE HOUILLÈRE

L'industrie houillère est une industrie fondamentale en Angleterre; c'était avant-guerre une des bases de la prospérité anglaise. En effet, le charbon est la grande richesse de l'Angleterre; elle en possède beaucoup; il est de bonne qualité et situé près de la mer. Dans ces conditions, il était normal que l'industrie houillère et les exportations de houille jouent un grand rôle dans l'économie anglaise.

En 1913, la production charbonnière de l'Angleterre était de 287 millions de tonnes sur lesquelles elle exportait 73 millions 500.000 tonnes; elle produisait encore 22 % du charbon du monde et employait un million 230.000 ouvriers. Ses principaux clients étaient la France, les Pays de la Baltique, les Pays Méditerranéens.

Pendant la guerre, on a eu un besoin énorme de charbon; la capacité productive mondiale a beaucoup augmenté. Immédiatement après la guerre, en 1919-1920, les hauts prix incitèrent encore à l'accroître.

Cependant en Angleterre, les premières années d'après guerre furent pleines d'espoir. En 1922 et 1923, à cause de circonstances exceptionnelles, comme la grève américaine ou l'occupation de la Ruhr, l'Angleterre put exporter beaucoup de charbon; mais en 1924, les difficultés commencèrent. Il n'y avait plus d'événements extérieurs pour

stimuler l'exportation et malgré cela les districts houillers intensifièrent leur rendement, d'où une chute des prix et une production disproportionnée à la demande. En 1932, il y avait une différence de 100 millions de tonnes entre la quantité de charbon que l'on pouvait produire et écouler à un prix satisfaisant et la capacité productive. Evidemment 1932 est une année de crise, mais les chiffres montrent quel déséquilibre atteint l'industrie houillère anglaise. Il s'en suit un chômage représenté par un pourcentage de 28 % et même de 32 % pendant la crise.

Quelles sont les causes de cette situation ?

D'abord deux causes, dont l'Angleterre n'est pas responsable, mais qui lui sont défavorables : le charbon est concurrencé par deux nouvelles sources d'énergie, le pétrole et la houille blanche. Par exemple, avant guerre, 96 % du tonnage mondial était chauffé au charbon ; en 1938, c'est 47 % de ce tonnage qui marche au charbon.

De plus, d'autres pays se sont constitué une industrie houillère et sont devenus exportateurs de charbon. L'Allemagne, la Pologne en particulier, après la guerre, ont concurrencé victorieusement la Grande-Bretagne sur le marché de la Baltique, car leur charbon est meilleur marché, les salaires polonais par exemple étant moitié moins élevés que les salaires anglais.

Une deuxième cause réside dans la non adaptation des exploitants des mines anglaises au progrès économique. Voici la situation de 1920 à 1930 : au point de vue technique, l'Angleterre a de vieux puits qui contrastent avec les mines françaises qu'il a fallu réorganiser après la guerre ou avec les mines allemandes. Les Anglais ont gardé leur outillage économique d'avant-guerre, ils n'ont pas assez dépensé pour le renouveler. Le pourcentage de charbon lavé

mécaniquement était de 25 % en Angleterre en 1930 et de 80 % dans la Ruhr; il n'y avait que 28 % du charbon abattu mécaniquement, aux Etats-Unis 70 % des mines pratiquent l'abattage mécanique.

Au point de vue organisation, cette industrie en était totalement dépourvue, l'individualisme régnait; en 1930, il y a environ 1.500 entreprises et plus de deux mille puits tandis qu'en France il y a 130 compagnies et 600 puits et qu'en Westphalie, les 9/10^e de la production sont contrôlés par douze sociétés.

En Angleterre, 69 affaires sur 1.500 avaient une capacité de un million de tonnes au moins, alors qu'aux Etats-Unis c'est presque la moyenne par puits. Le coût de production de certaines entreprises minières était en 1927 de 12 shillings par tonne, mais pour d'autres, il atteignait 30 shillings. On exploite toutes les mines sans prendre garde si elles sont d'un bon rendement ou non et si la production totale est supérieure à la demande; on tâche de vendre au plus bas prix pour vendre plus; il s'ensuit que les propriétaires de sociétés minières sont dans une mauvaise posture financière et que les entreprises modernes sont entraînées avec les autres dans la ruine.

La situation de ces entreprises minières était encore handicapée par les « Royalties ». Ce sont des redevances que l'exploitant des mines doit aux propriétaires de la surface. En vertu d'une décision de la Cour de 1568, tous les minéraux appartiennent aux propriétaires de la surface et non à l'Etat comme en France. Ces Royalties grèvent le prix de revient du charbon; en 1934 leur montant s'est élevé à 4 millions 840.594 livres et l'incidence de leur charge est plus élevée quand l'industrie est en difficulté que lorsque l'industrie est prospère. C'est pourquoi au XIX^e siècle, on les supportait, mais on ne les supporte plus au XX^e.

Les Royalties ont un autre inconvénient; elles gênent la fusion entre les entreprises. L'étendue d'un bassin houiller peut être conditionnée par les frontières de la surface, ou bien un exploitant de mine doit obtenir des baux de plusieurs propriétaires qui peuvent lui refuser ou lui demander des prix trop hauts. On a calculé que les propriétaires de Royalties sont au nombre de 4 ou 5.000. Déjà, en 1919, la Sankey Commission était partisan de leur suppression; le parti travailliste désirait leur nationalisation sans compensation, mais l'Etat ayant reconnu le droit de propriété privée, on devait les racheter.

Les salaires sont élevés et comme toute industrie d'exportation, l'industrie houillère souffre du « Gold Standard ».

Il y a donc beaucoup à faire et il était très difficile d'imposer une discipline commune à ces multiples entreprises. Le seul organe commun est la « Mining Association », fondée en 1854. C'est l'organisation centrale des propriétaires de mines; tous les districts y sont représentés. Son objet primitif était de s'occuper des salaires et des conditions d'emploi. En 1930, elle devint le représentant de l'industrie houillère, les problèmes se rapportant au travail étant transférés aux districts. Mais la « Mining Association » n'avait rien d'un cartel; elle est la réunion volontaire de propriétaires de mines et l'association n'a aucun pouvoir sur ses membres et ne peut les empêcher ni de se concurrencer, ni de produire sans se soucier de l'intérêt commun.

Pour pouvoir lutter efficacement contre ses concurrents, l'Angleterre devait réorganiser son industrie houillère pour réduire le coût de production, empêcher une concurrence interne désastreuse et supprimer les vieux puits superflus.

I. — *Premiers essais de réorganisation*

En 1925, le Gouvernement nomme une commission royale présidée par Sir Herbert Samuel. A la suite de l'enquête qu'elle a menée, la commission recommande la fusion entre les entreprises. C'est à la suite de cette recommandation que le « Coal Mine Act de 1926 » est voté. En vertu de cette loi, on peut imposer une fusion même aux entreprises récalcitrantes, si cette fusion est approuvée par la « Railway and Canal Commission ». Cette loi n'eut pas de résultat.

En 1925-1926, le Gouvernement avait accordé des subventions à l'industrie houillère; elles lui apportèrent seulement un soulagement momentané, mais ne purent amener une amélioration véritable, car, pour cela, il aurait fallu s'attaquer aux causes profondes des maux dont souffrait l'industrie houillère. A cette époque éclate la grève de 1926 qui la désorganise et lui inflige de grandes pertes. En 1928, le Gouvernement fait voter le « Rating Scheme » qui supprime les 3/4 des taxes payées jusqu'ici par les entreprises.

Les sociétés minières tentèrent de remédier elles aussi aux bas prix et en 1927-1929, on assiste à la création de plusieurs cartels ou d'accords sur les prix. C'est le Pays de Galles qui débute. En 1927, le « South Wales Coal Marketing Association » fut créé pour fixer un prix minimum. Les mines qui emploient moins de 50 ouvriers et celles qui n'ont pas travaillé depuis longtemps sont écartées du cartel et ceci pour décourager les mines petites et inefficaces. En 1929, le plan est modifié; il règle aussi la production.

Un autre cartel fut fondé en 1928; le « Central Collieries Commercial Association » règle les fusions et accorde des subventions à l'exportation. En 1928, le « Scottish Coal

Marketing Scheme » fut approuvé par 90 % des intéressés; son but est aussi de favoriser l'exportation et de régler les prix. Les mines du Northumberland et du Durham conclurent des accords sur les prix.

Il y eut donc quelques efforts pour pallier à la concurrence; malgré cela, les prix continuent à être très bas; il fallait faire davantage : rationaliser la production, moderniser l'outillage et réduire la capacité productive.

L'Etat ne pouvait pas se désintéresser d'une industrie aussi vitale pour l'Angleterre que l'industrie houillère. Les différents partis politiques étaient plus ou moins désireux d'intervenir. Le parti travailliste voulait faire cesser la vente à bas prix car c'est le prix de vente qui détermine les salaires. Son programme comprenait des fusions d'entreprises, des comptoirs de vente et le contrôle des prix. A plusieurs reprises même il a été question de la nationalisation de l'industrie houillère. Les Libéraux rejettent la nationalisation, mais acceptent l'intervention de l'Etat; il n'y a que les Conservateurs qui adhèrent au principe individualiste, mais ils commencent à s'inquiéter des exportations déclinantes.

C'est au moment où le parti travailliste, parti qui désirait le plus une intervention, était au pouvoir que fut voté le « Coal Mine Act de 1930 ». Le premier effort positif et efficace dans la voie de la réorganisation a donc été fait par l'Etat.

II. — *Coal Mine Act de 1930*

Il comprend deux parties essentielles, l'une apportant un palliatif immédiat et l'autre des remèdes pour une guérison durable.

La première partie a pour objet de réglementer la production et les prix pour empêcher l'industrie houillère d'achever de se ruiner.

Le but de la seconde partie est la réorganisation profonde de l'industrie.

La première partie de la loi de 1930 a joué un très grand rôle dans l'industrie houillère. Prévue pour deux ans, elle a été prolongée d'abord jusqu'en 1937, puis jusqu'au 31 décembre 1942. C'est une base essentielle de la réorganisation de cette industrie.

Elle organise un système de quotas pour adapter la production à la demande et un contrôle des prix. Le système des quotas consiste à allouer à chaque mine une part maxima de la production totale qui représente généralement un certain pourcentage de sa capacité et cela pour une période déterminée.

Elle institue un « Central Board », un Conseil central qui règlera la production nationale. Elle divise l'Angleterre en 21 districts. A la tête de chacun d'eux, elle place un Conseil exécutif de district et enfin elle prévoit des comités d'investigation, chargés de défendre l'intérêt de la communauté.

Les membres du Conseil central et du Conseil exécutif de district sont élus par les Sociétés Minières elles-mêmes et ce n'est que lorsque celles-ci ne le font pas que le ministère du commerce les nomme.

Quels sont les pouvoirs de ces Conseils ?

Le Conseil central fixe la production nationale pour chaque trimestre et alloue à chaque district une partie maxima de cette production. Un district ne doit pas produire une plus grande quantité de charbon que celle qui lui a été allouée par le Conseil central sinon il est passible

d'une amende de 2 shillings 7 pence par tonne produite en surplus. Il est interdit de transférer une partie du tonnage alloué d'un district à un autre ou de le transférer d'une période à une autre. Le Conseil central doit coordonner l'action des divers districts, mais pour ce but la loi ne lui donne aucun pouvoir de contrainte.

Les Conseils exécutifs de districts ont deux fonctions :
1° Ils allouent à leur tour à chaque mine de leur ressort une part de la production qui leur est assignée par le Conseil central; mais dans le cadre du district, les transferts de quotas sont permis d'une mine à l'autre. La plupart ont adopté un arrangement semblable à celui qui est en vigueur dans le district du Lancashire Cheshire. Les mines qui, au 21 de chaque mois, s'aperçoivent qu'elles n'utiliseront pas tous leurs quotas le notifient au Conseil de district qui distribue l'excès des quotas parmi les mines qui désirent l'acheter. Ces échanges entretiennent une collaboration entre les mines.

2° Chaque Conseil de district fixe les prix minima de chaque catégorie de charbon dans son ressort.

La loi a donc créé une administration très décentralisée; beaucoup d'autonomie est laissée au district. Le plan de district et le plan central doivent être élaborés par les sociétés minières elles-mêmes, mais approuvés par le ministre du commerce. Ce n'est qu'en cas de concurrence des intéressés que celui-ci les établit.

Des comités d'investigation ont été prévus par la loi de 1930 pour rassurer l'opinion anglaise qui craint toujours les effets néfastes d'une réglementation. Ils doivent défendre l'intérêt national et en particulier celui des consommateurs. Il y a un comité national d'investigation et des comités régionaux. Ils doivent notifier au ministère du com-

merce ce qui, au point de vue de la communauté, est indésirable. Ils reçoivent les plaintes des ouvriers, des consommateurs et des entreprises minières qui se trouvent lésés par une décision du Conseil. Si la plainte est justifiée, le ministre du commerce prend immédiatement des mesures pour remédier au mal. On peut faire appel devant le Railway and Canal Commission.

La seconde partie de la loi de 1930 a pour but de rationaliser l'industrie. Elle crée la « Coal Mine Reorganisation Commission », la Commission de réorganisation des mines de charbon. Son objet est de « promouvoir et d'aider par la préparation et la mise à exécution de plans et par d'autres moyens, la réorganisation et les fusions dans l'industrie houillère ».

La commission est composée de cinq membres, nommés par le ministre du commerce qui ne doivent avoir aucune attache financière avec des entreprises minières ou fournissant et vendant du charbon; ils sont donc indépendants et présentent des garanties d'impartialité.

La commission doit aider à la fusion des entreprises, voici par quelle procédure :

La commission de réorganisation demande aux entreprises minières de lui soumettre des plans. Si elles ne le font pas, elle les élabore elles-même. Tous les plans doivent être envoyés au ministre du commerce et exécutés par la Railway and Canal Commission, à moins que toutes les entreprises concernées soient d'accord sur le projet. Pour qu'il soit approuvé par cette commission, il doit être dans l'intérêt national, abaisser les prix de revient, n'être financièrement nuisible à personne, en un mot être juste et équitable pour tout le monde.

Une fois que les plans sont approuvés, ils sont obligatoires. Cette seconde partie de la loi n'a pas donné beaucoup de résultats.

La loi s'occupe aussi des questions relatives au travail. Elle institue un Conseil national de l'industrie houillère pour arbitrer les conflits entre patrons et ouvriers au sujet des salaires et des autres conditions de travail. Elle réduit à 7 heures et demie la durée du travail dans les mines.

Telle est la loi de 1930.

La première partie prévoit un plan restrictif dont l'établissement et l'administration sont laissés aux intéressés eux-mêmes; il a mis un frein à la concurrence intérieure et aux bas prix.

La seconde vise la réorganisation de l'industrie au moyen des fusions d'entreprises. L'Etat n'intervient directement ni pour régler la production, ni pour fixer les prix, ni pour contribuer à une fusion. Il a seulement donné l'impulsion première en pressant toutes les entreprises minières à faire partie des plans qu'il prévoit et a gardé un certain contrôle, car le ministère du commerce doit approuver les plans.

Cette loi a été critiquée par tous les partisans de la liberté et de l'individualisme; les exploitants des mines ne l'ont pas approuvée au début; ils l'apprécieront plus tard.

On a dit qu'il y avait une contradiction entre la première et la seconde partie. Avec le système des quotas toutes les mines travaillent à un certain pourcentage de leur capacité. De ce fait, de vieilles mines, ont pu continuer à vivre, alors que la seconde partie vise précisément à éliminer ces vieilles mines. On a désapprouvé que le système des quotas soit appliqué à des mines modernes et bien équi-

pées, elles ne peuvent travailler alors qu'à capacité réduite, ce qui leur est préjudiciable.

On a dit que le « price cutting » n'était pas supprimé, mais qu'il était seulement transféré du plan des mines sur le plan des districts, parce que le Conseil central, s'il fixe la production nationale, ne fixe pas les prix pour l'Angleterre entière.

Quelques-uns auraient voulu voir l'industrie contrôlée complètement par un syndicat comme le cartel du charbon en Westphalie ou quelque chose comme ce qui a été fait pour les constructions navales avec la « National Shipbuilders Security Ltd », ou les minoteries, c'est-à-dire la suppression des puits inefficients et la constitution d'un fonds central au moyen d'une taxe assise sur le rendement. Enfin, la loi de 1930 ne parle pas de la question épineuse des « Royalties ».

Mais enfin telle qu'elle est, la loi constitue un progrès sur l'état individualiste qui existait auparavant; elle oblige les entreprises minières à collaborer entre elles.

L'application de la loi

La première partie a été appliquée; le Conseil central a fixé la production totale et pendant les trois premières années de son existence le tonnage a été réduit. Dès le premier signe de la reprise la production augmente. Les allocations du Conseil central ont été trop libérales au début. La loi ne disait rien de la méthode qu'il fallait employer pour fixer les allocations des districts. Aussi le Conseil central a d'abord pris un pourcentage de la production des différents districts, pendant une certaine période. Cette méthode a pour elle la simplicité, mais empêche l'adapta-

tion aux besoins spéciaux des districts qui sont en voie d'expansion; cette manière de faire a été critiquée et à l'heure actuelle le Conseil central se fait communiquer par les Conseils de districts le tonnage qu'ils comptent produire.

En 1935, on a séparé les quotas destinés à l'exportation et les quotas destinés au marché intérieur. On peut désormais augmenter l'un sans être obligé d'augmenter également l'autre.

Les districts ont aussi établi leurs plans volontairement comme le prévoyait la loi, sauf celui de l'Ecosse; là, le ministère du commerce a dû intervenir.

Les Conseils exécutifs des districts ont rencontré quelques difficultés à allouer à chaque entreprise une partie de la production assignée aux districts, car les mines sont dans des situations différentes. On attribué à chaque mine un tonnage standard qui indique surtout sa position par rapport aux autres. Ce tonnage standard est basé sur la production de chaque mine pendant une période passée qui varie d'ailleurs suivant les districts. Par exemple, dans les districts du Cannock Chase, il est basé sur la moyenne des années 1923-1924, 1925-1927. Dans le district du Pays de Galles du Nord, il est basé sur les années 1928 ou 1929. Dans le Cumberland, sur les six derniers mois de 1930. D'une façon générale, les quotas établis ont été respectés.

On a rencontré beaucoup plus de difficultés pour régler les prix. Ni le ministre du commerce, ni le Conseil central n'ont une voix directe dans leur fixation; c'est la tâche des Conseils exécutifs de districts.

La loi n'avait donné aucune indication sur la façon de les fixer. Quelques Conseils ont conservé les prix usités par les mines dans le passé. Le Pays de Galles du Sud a éta-

bli un comité des prix, mais il n'a qu'un pouvoir consultatif. Généralement les Conseils adoptent les prix qui satisfont le plus grand nombre de producteurs.

On s'est demandé s'il fallait séparer les prix d'exportation et les prix du marché intérieur. Beaucoup de districts n'ont prescrit qu'un seul prix. Cette question a été portée devant les Communes; un député a déclaré qu'avec ce système « on étranglait les exportations de charbon du Northumberland ».

Un second obstacle s'est présenté qui découle de la difficulté de coordonner les prix entre les districts. Par exemple, le Conseil exécutif du Lancashire accuse le Conseil de l'Ecosse de pratiquer des prix ridiculement bas; ce qui fait que du charbon écossais a été vendu dans le Lancashire, privant les mines de ce district des commandes qui auraient dû normalement leur échoir.

L'industrie houillère s'est finalement mise d'accord pour conférer plus d'autorité au Conseil central, en ce qui concerne la coordination des prix.

D'ailleurs, si les quotas ont été respectés, il n'en a pas été de même pour les prix. Les entreprises n'ont pas violé ouvertement les décisions des Conseils, mais elles ont inventé des procédés pour les tourner : une entreprise minière crée une société de vente à laquelle elle vend son charbon au prix fixé par le district et la société le revend au consommateur à un prix plus bas. Une autre pratique consiste à vendre du coke à un prix plus bas que celui du marché. Par conséquent, les prix minima n'ont pas été respectés; mais si la loi n'a pas pu élever le niveau des prix, elle a pu tout de même empêcher une chute plus grande pendant la crise.

Quelle a été l'œuvre de la commission de réorganisation ?

En 1931, elle publie un mémorandum sur les « Collieries Amalgamation ». Elle voyait des groupements naturels dans les frontières des six districts; il y aurait donc eu un grand groupe de mines par district. C'était l'idéal vers lequel il fallait tendre.

En 1932, la Commission incite les districts de l'Est, Lancashire et North Wales à se réorganiser par la fusion, mais elle a échoué.

De 1930 à 1932, la Commission préférait aider à des fusions plutôt que de les susciter. Elle engagea les entreprises minières à s'intégrer dans des plans volontaires et poussait plutôt à des fusions partielles qu'à des fusions totales. On entend par fusion partielle une coopération entre les entreprises qui restent financièrement indépendantes. Dans son rapport de 1933 au ministère des mines la Commission fut forcée de dire qu'aucun progrès n'avait été réalisé même dans cette ligne peu sévère. Les entreprises n'ont pas fait de plan, la Commission estimait que les plans volontaires étaient préférables : dans ces conditions les résultats sont nuls.

Alors la Commission fait une enquête dans les districts et se décide à employer ses pouvoirs. Une occasion se présentait, le West Yorkshire avait élaboré un plan de fusion, mais tous les exploitants de mines ne l'avaient pas approuvé; alors la Commission élabora elle-même un plan pour le West Yorkshire qui était presque identique au premier. En 1935 comme c'était prévu par la loi de 1930 elle le soumit à l'approbation de la « Railway and Canal Commission ». Celle-ci le rejeta à la fois « on merits and on law » disant que c'était une fusion partielle qui ne remplissait

pas les quatre conditions exigées par la loi, que ce n'était pas une fusion réelle, entendant par là une fusion financière. La tâche de la Commission était maintenant contre-carrée par la « Railway and Canal Commission ». Or, il ne peut y avoir aucune preuve légale que le plan proposé abaisserait le coût de production et ne serait financièrement injurieux pour personne. Le seul fait d'ailleurs que la fusion est forcée, indique qu'elle ne doit pas convenir à quelqu'un.

En 1936, un Bill a été proposé renforçant les pouvoirs de la Commission de réorganisation qui pourrait formuler un plan d'amalgamation et l'imposer; on abolirait la sauvegarde de la « Railway and Canal Commission ». La Commission de réorganisation dépendrait du département des mines et serait subordonnée au ministère du commerce. Le Bill fut abandonné; il entraînait de trop grands changements et instituait un contrôle bureaucratique. La Commission resta gouvernée par la loi de 1930.

Les échecs de la Commission de réorganisation montrent que son œuvre n'était pas facile à accomplir. Elle devait réorganiser l'industrie en provoquant des fusions entre les entreprises et en tâchant par là d'éliminer les puits anti-économiques. Mais qu'est-ce qu'un puits anti-économique ? Cela dépend des districts, des conditions, il n'y a pas de règle absolue; d'autre part pour se débarrasser des puits redondants il faut les acheter; aucune entreprise ne fermera volontairement ses puits. On aurait pu laisser la concurrence les fermer, mais c'était au prix de la ruine de l'industrie; on préfère rationaliser, mais c'est difficile de rationaliser par la fusion car les grandes entreprises ne veulent pas s'associer au sort des petites et les petites voulaient conserver leur indépendance. La « Mining Association » était tout-à-fait opposée aux amalgamations; elle l'a

déclaré dans un mémorandum à la Commission de réorganisation.

Il y a eu tout de même quelques fusions; on en comptait 41 de 1926 à 1936, mais la plupart étaient intervenues avant 1931. On assiste tout de même à la fusion de grandes entreprises comme la « Welsh Associated Collieries Ltd et la Wigam Coal Co ».

A sa dissolution par le nouveau « Coal Mine Act de 1938 » la Commission de réorganisation, malgré ses efforts n'avait donc pas abouti à grand chose; elle s'est heurtée à l'indifférence ou même à l'hostilité des entreprises minières.

Mais un progrès avait été réalisé en dehors d'elle dans la voie de l'organisation et de la coopération, progrès qui consiste dans la centralisation et le contrôle des ventes dans les districts mis en œuvre en août 1936.

III. — *Centralisation des ventes*

Dans cette matière, la voie avait été montrée par le Lancashire en 1935 qui avait organisé spontanément cette centralisation des ventes. Le gouvernement avait demandé que cette organisation de vente soit étendue à toutes les mines; des plans devaient être dressés par les Conseils exécutifs et le Conseil central, celui-ci assurant la coordination entre les districts. Ce projet a abouti. L'organisation de vente revêt trois formes :

1° Une forme de vente complètement centralisée sur le modèle du Lancashire est appliquée dans le Staffordshire et dans la Forest of Dean. Le charbon produit est transféré au Conseil exécutif du district qui se charge de la vente pour tout le district; désormais les entreprises individuel-

les ne vendent plus leur propre charbon. Les arrangements quant aux prix et crédits sont faits entre les différentes entreprises et le Conseil exécutif. C'est le Conseil qui fixe les prix et le paie aux entreprises pour le charbon qu'il a vendu.

2° Un système de groupe de vente est appliqué dans le « Midlands Amalgamated district » formé par quatre des vingt et un districts, créés par la loi de 1930 et qui a une production de 70 millions de tonnes. Les mines sont divisées en groupes chacun avec son propre agent de vente, mais ces divers agents ont leur action coordonnée par un comité de coordination pour tout le district. Le Comité de coordination vend au profit de chaque entreprise; chacune reçoit donc le produit de vente de son propre charbon et retient son propre bénéfice. C'est un système intermédiaire combinant le contrôle des ventes et la vente centrale.

3° Dans les douze districts restants, parmi lesquels sont compris les quatre districts exportateurs et qui représentent la majorité, un contrôle central de vente est institué; chaque entreprise continue à vendre son propre charbon, mais les prix et les conditions de vente sont soumis au Conseil exécutif; pour vendre il faut un permis de vente, sinon on est passible d'une pénalité. Il est spécifié qu'on ne peut pas vendre ou revendre du charbon au-dessous de tel prix.

Depuis l'application de ce nouveau programme, les pouvoirs du Conseil central ont été renforcés et ses avis sur les questions de vente ou d'approvisionnement prennent la forme de directives communiquées au Conseil exécutif. Le Conseil central n'exerce encore ses pouvoirs que dans d'étroites limites, le travail de coordination entre les districts ne se fait que lentement.

Mais il fallait protéger les consommateurs et le Parlement décida de confier aux Comités d'investigation la surveillance des prix. Leurs présidents devaient désormais avoir une certaine capacité juridique; ils devaient être des hommes de loi.

Ces systèmes de vente ont beaucoup amélioré l'exécution de la partie de l'acte de 1930 se rapportant à la fixation des prix minima. En effet de 1931 à 1935, dans la plupart des mines anglaises le prix de vente était tombé au-dessous du prix de revient et la situation devint critique quand une menace de grève générale appuya une demande de hausse des salaires. C'est alors que le Gouvernement préconisa un programme de centralisation des ventes; désormais on ne peut plus échapper aux prix minima. L'instauration de ce nouveau régime a bénéficié de circonstances favorables dues à l'excellente situation des industries lourdes et d'une façon générale à la prospérité de 1937.

IV. — *Coal Mine Act de 1938*

Récemment, en 1938, le Parlement vient de voter une nouvelle loi sur le charbon; elle a trois parties se rapportant :

- 1° Au rachat des « Royalties » par l'Etat,
- 2° A la réorganisation du régime des fusions,
- 3° A la prolongation de la première partie de l'acte de 1930 et à son amendement en ce qui regarde les Comités d'investigation.

Cette loi de 1938 est l'aboutissement d'un projet déposé aux Communes, le 10 novembre 1937.

Examinons d'abord la première partie :

Elle a pour objet :

- 1° Le rachat des Royalties par l'Etat.

Cette première partie est le résultat de longues négociations entre les propriétaires de « Royalties » et le Gouvernement. Tout le monde, sauf les propriétaires était d'accord sur le principe de la propriété publique du charbon. La discussion porta sur le prix de rachat; les propriétaires des « Royalties » en demandaient 150 millions, puis 100 millions, l'Etat offrait 60 millions de livres. Les deux parties s'en remirent à l'arbitrage d'un tribunal spécial « The Greene Tribunal » du nom de son président. En avril 1937, le tribunal avait décidé que l'Etat devait verser la somme de 66 millions 450.000 livres, payables en 15 ans, soit 4 millions 430.000 livres par an, c'est-à-dire le revenu des Royalties en 1927-1928. De l'avis général, c'était un prix juste.

En juillet 1937, fut voté le « Coal (registration of ownership) Act », en vertu duquel les propriétaires de Royalties doivent s'inscrire sur un registre et faire valoir leurs droits que le ministère du commerce vérifie. C'est un travail préparatoire.

La loi de 1938 unifie les Royalties dans les mains d'une commission qu'elle crée, « The Coal Commission », la Commission du charbon. Elle se compose d'un président et de quatre membres nommés par le ministère du commerce; deux d'entre eux doivent avoir l'expérience de l'industrie houillère. C'est à cette commission qu'on transférera la propriété des « Royalties » et de tout le charbon connu ou non, extrait ou non.

Mais avant, il faut procéder à des travaux d'évaluation car certaines mines sont presque épuisées, d'autres n'ont pas atteint leur plein rendement. Ces travaux dureront trois ans et demi; ils commenceront le 1^{er} janvier 1939, jour appelé dans la loi le « Valuation date » et se termineront le 1^{er} juillet 1942, date appelée la « Vesting date ».

La loi institue un bureau central d'évaluation qui, avec le ministère du commerce, préparera et déposera une carte, divisant l'Angleterre en régions d'évaluation et allouera à chacune une part de la somme des 66 millions 450.000 livres. Ce bureau est composé d'un président indépendant, qui doit être homme de loi et avoir l'expérience des affaires et de deux autres membres; tous sont nommés par le ministère du commerce.

Dans chaque région d'évaluation il y a un bureau régional d'évaluation. Il comprend un président, homme de loi et deux autres personnes au courant des affaires minières; tous également nommés par le ministère du commerce. Les régions d'évaluation comprennent un certain nombre de « Holdings » de propriétés; le « Holding » étant l'unité d'évaluation. La valeur de chacune d'elles est calculée d'après ce qu'elle aurait pu rapporter en cas de vente volontaire. Le bureau régional d'évaluation répartit entre les « Holdings » la part de la somme compensatrice que le bureau central lui a assignée. Les avis de réclamations doivent être signifiés à la commission du charbon.

Jusqu'au 1^{er} juillet 1942, les propriétaires de mines sont dans la situation juridique de personnes ayant contracté une promesse de vente, mais à la « Vesting date » toutes les mines de charbon écherront à la commission. Pour se procurer les sommes nécessaires au paiement de l'indemnité, la commission peut emprunter à concurrence de 76.450.000 livres en se conformant aux règlements du ministère du commerce et approuvée par le Trésor. Il y a donc une marge de 10 millions de livres entre l'indemnité et l'emprunt; ceci pour couvrir les frais. Le Trésor peut garantir le capital et les intérêts d'un emprunt contracté par la Commission; on crée un « Coal Fund » où seront versés tous les revenus

de la commission et d'où seront payées toutes ses dettes. La commission doit rembourser les propriétaires le plus rapidement possible et les intérêts de sa dette courront à partir du 1^{er} juillet 1942.

Au 1^{er} juillet 1942, la Commission devenant propriétaire de tout le charbon en Angleterre, c'est elle désormais qui accordera des baux pour les entreprises minières, une clause y sera insérée, prévoyant un arbitrage en cas de contestation entre la commission et les entreprises. La commission devra réunir les différents baux d'une entreprise, les simplifier; elle voudrait arriver à ce qu'il n'y ait plus qu'une seule rente minimum pour chaque mine; ensuite se posera la question de la réduction des redevances à payer, elle ne sera envisagée que lorsque la commission aura un excédent de recettes en vue.

Quant au charbon pas encore exploité, seule la commission aura le droit de le rechercher, après le 1^{er} juillet 1942; elle devra veiller à maintenir l'équilibre entre les ressources de charbon et les demandes proposées.

Les « Royalties » sont donc rachetées par la commission du charbon; elles ne sont pas encore supprimées puisque les entreprises continuent à payer une redevance à la commission, mais elle seront réduites sans doute; d'autre part, les entreprises n'auront plus à s'adresser qu'à un seul bailleur.

Enfin la commission devenue « Universal Landlord » propriétaire de tout le charbon, se trouve dans une position unique pour introduire graduellement dans l'industrie houillère une organisation disciplinée, et, en cela, la première partie de la loi de 1938 aide beaucoup la seconde.

La seconde partie de la loi de 1938 vise la fusion d'entreprises.

Les fonctions de la commission de réorganisation des mines de charbon sont transférées à la commission du charbon. Celle-ci doit réduire le nombre des entreprises; la procédure des fusions n'est pas la même que celle instaurée par la loi de 1930.

Lorsque la commission est d'avis qu'une fusion entre exploitants devient nécessaire dans un district minier, elle envoie un rapport au ministère du commerce. Le ministre du commerce dépose devant le Parlement une ordonnance provisoire démontrant qu'il est utile de réduire le nombre des entreprises dans tel district et de permettre à la commission d'user de ses pouvoirs. Cette ordonnance provisoire n'aura d'effet que si elle est approuvée par le Parlement. La « Railway and Canal Commission » ne doit plus s'opposer aux projets de fusions autorisés par le Parlement; son rôle consistera à entendre les plaintes des entreprises fusionnées et à faire toutes modifications pour que l'absorption soit plus juste et évite un préjudice financier à une entreprise; elle ne pourra statuer que sur le texte et non sur le principe du plan qui ne relève désormais que du Parlement.

La commission a des pouvoirs d'information plus larges que dans la loi de 1930; elle peut demander aux entreprises minières de lui préparer des projets, des comptes, etc... Des agents nommés par la commission et ayant son autorisation écrite peuvent faire des enquêtes; l'exploitant qui s'y refuserait serait passible d'une amende de 50 livres et de 500 livres en cas de récidive.

Aucun plan ne pourra être soumis au ministère du commerce avant le 1^{er} janvier 1940.

La troisième partie a pour objet la prolongation de la première partie de la loi de 1930 et la protection du consommateur par les modifications des comités d'investigation. La loi de 1938 permet au ministre du commerce de créer plus d'un comité d'investigation par district si cela lui semble utile. Le président doit être un homme de loi. Les comités d'investigation continueront à juger les plaintes, mais la décision du comité peut être référée par le président à l'arbitrage d'un Tribunal central d'appel. Le Tribunal est composé d'un président, homme de loi et de deux autres membres indépendants de l'industrie charbonnière ou des industries connexes. Tous sont nommés par le ministère du commerce.

On a prolongé cette première partie de la loi de 1930, la réorganisation n'est pas assez avancée pour qu'on puisse s'en passer; d'ailleurs, les propriétaires de mines sont maintenant partisans de sa prolongation.

Cette loi a été critiquée : la « Mining Association » s'était déclarée opposée à la fois au rachat des « Royalties » et aux fusions obligatoires. On se demandait aussi si le Parlement a une compétence technique suffisante pour juger d'une fusion. Dans le sens contraire, les Trade-Unions ont reproché au Gouvernement de n'avoir pas été assez loin dans la voie de la nationalisation qui existe pour l'appropriation et non pour l'exploitation.

Toujours est-il que la loi de 1938 constitue un nouveau pas dans la voie de la réorganisation de l'industrie houillère anglaise, l'unification et le rachat des Royalties par la commission moyennant une somme juste et par une procédure donnant des garanties aux propriétaires des Royalties est un progrès qui aidera à la rationalisation et aux fusions.

La nouvelle commission du charbon joue un rôle tout à fait prépondérant; que ce soit comme propriétaire des Royalties ou comme instigatrice des fusions. Son but est de faire fructifier les intérêts de l'industrie houillère et d'encourager sa meilleure organisation; si elle ne peut pas soumettre des projets de fusions au ministère du commerce avant le 1^{er} janvier 1940, elle peut toujours les préparer.

Son président a déjà été nommé; c'est l'ancien président de la commission de réorganisation des mines de charbon, Sir Ernest Gowers. Il a déjà exposé ses vues.

La commission fera d'abord une étude générale de l'industrie dont le but ultime serait de diviser l'Angleterre en régions, à la tête de chacune desquelles il y aurait une grande entreprise ayant absorbé toutes les autres. Le procédé qu'on se propose de suivre est de former dans chacune de ces régions un noyau constitué par deux firmes prospères qui fusionneraient de façon à constituer une entreprise prépondérante qui, à son tour, absorberait peu à peu toutes les unités efficientes de la région.

Le président de la commission voudrait agir par des fusions volontaires et préférerait des plans d'amalgamation proposés par les intéressés plutôt que des plans parfaits en théorie, mais obtenus par la contrainte. Il y a d'ailleurs un désir de coopération entre la commission et les entreprises minières.

On peut donc espérer que la nouvelle commission du charbon donnera de meilleurs résultats que l'ancienne.

1913-1938

HOUILLE EN GRANDE-BRETAGNE

	Production	Exportation
	—	—
	<i>(En Milliers de tonnes)</i>	
1913	287.430	73.400
1919	229.780	35.250
1920	229.532	24.932
1921	163.251	24.660
1922	249.606	64.198
1923	276.000	79.449
1924	267.118	61.651
1925	243.176	50.817
1926	126.279	20.597
1927	251.232	51.149
1928	237.472	50.051
1929	257.906	60.267
1930	243.882	54.874
1931	219.459	42.750
1932	208.733	38.899
1933	207.112	39.068
1934	220.726	39.660
1935	222.249	38.714
1936	228.448	34.519
1937	241.185	40.352
1938	228.065	35.861

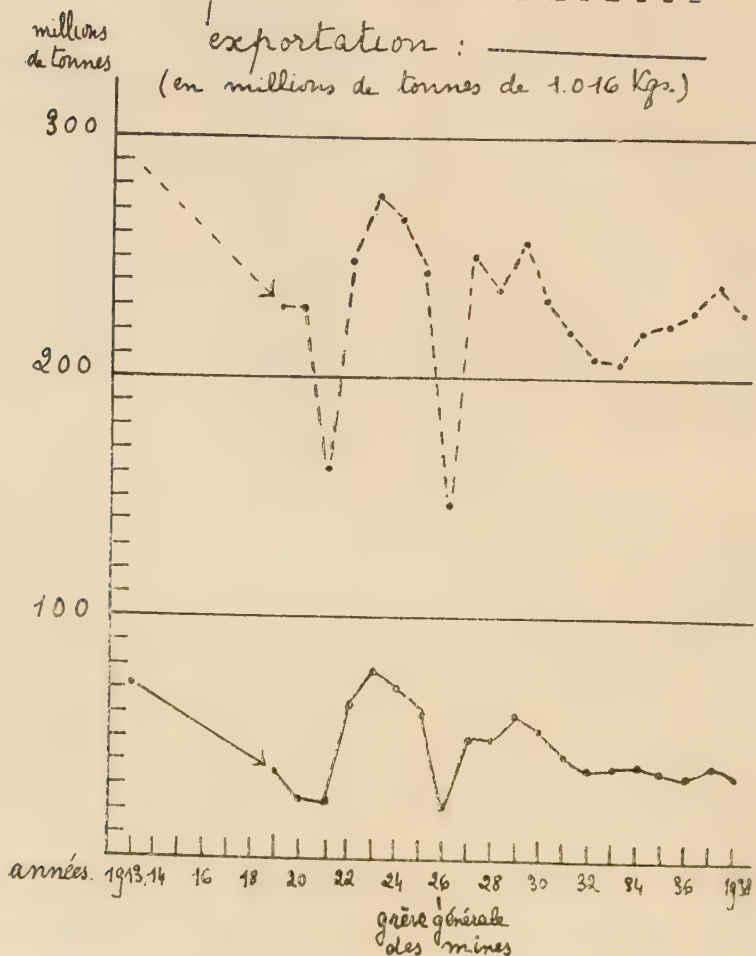
1913 - 1938

Houille

production : - - - - -

exportation : —————

(en millions de tonnes de 1.016 Kgs.)



V. — *Etat actuel de l'industrie houillère*

Il est incontestablement meilleur qu'en 1930, la production étant désormais fixée d'après la demande et les prix ne pouvant descendre au dessous d'un certain minimum. L'industrie charbonnière est dans un meilleur état financier; les prix de vente du charbon ont haussé. Cette meilleure situation financière a permis une modernisation des mines : on emploie beaucoup plus de haveuses et de convoyeuses pour l'extraction du charbon, le pourcentage lavé est passé de 23 % en 1927, à 55 % en 1936; 64 % des mines utilisent maintenant le courant électrique; 57 % de la production du charbon est produit mécaniquement au lieu de seulement 42 % en 1932. Tous ces progrès techniques entraînent un abaissement du prix de revient.

La production tend un peu à se concentrer. En 1937, 77 % du tonnage provenait de 129 entreprises; 79 fusions sont intervenues depuis le Mining Industry Act de 1926.

Pour trouver de nouveaux débouchés au charbon, on essaie d'en tirer du pétrole. C'est pour ce but que « le département des recherches scientifiques et industrielles » a créé une association « The British Coal Utilisation Research Association », on a installé à Middlesborough des usines pour fabriquer du pétrole à partir du charbon.

La situation de l'industrie s'était améliorée en 1934. En 1936, la production a encore augmenté, mais les exportations ont diminué, car, à cause des sanctions l'Angleterre n'exportait plus de charbon vers l'Italie. Le tonnage avait tout de même atteint 228 millions 448.000 tonnes parce que la reprise intérieure de l'Angleterre était déjà accentuée et que l'industrie lourde redevenue prospère avait besoin de charbon. En 1937, le progrès est encore plus marqué; le

tonnage augmente par suite de la prospérité des industries sidérurgiques anglaises en particulier; le chômage descend à 15 %. En 1938, on constate un recul de la production car c'est une année de crise cyclique.

Mais par contre, les exportations de houille ne se relèvent toujours pas. En 1937, elles n'étaient que de 40 millions de tonnes au lieu de 73 millions 400.000 tonnes en 1913 et en 1938 elles tombent à 35 millions 861.000 tonnes; la plus grande partie de la production est donc écoulee sur le marché intérieur.

Pourtant là encore, l'Etat n'est pas resté inactif.

D'abord, lorsqu'il a été obligé de dévaluer la livre, il a agi indirectement sur l'industrie. Les associations minières ont cru que la chute de la livre stimulerait beaucoup les exportations; il n'en a d'ailleurs rien été.

Puis il a pratiqué une politique commerciale très active : le Gouvernement, en 1932, conclut les accords d'Ottawa afin de pouvoir exporter davantage dans les Dominions. Le gouvernement a conclu aussi des traités de commerce avec les Pays Scandinaves, pour réserver une place au charbon anglais à côté du charbon polonais, il a même signé un accord anglo-polonais, mais il est probable que depuis la réunion à la Pologne du bassin de Teschen qui augmente de 7 millions de tonnes la production de la Pologne, celle-ci va demander l'adaptation de l'accord aux circonstances.

Il a passé un accord anglo-irlandais, l'accord houille-bétail qui réservait à l'Angleterre le quasi monopole de la fourniture du charbon en Irlande. Il a été modifié d'ailleurs en 1937.

Enfin, en septembre 1938, l'Angleterre a repris les pourparlers pour former un cartel européen du charbon; le principal obstacle était la prétention de l'Allemagne de prendre

pour base de références pour fixer les quotas d'exportation l'année 1937 où les exportations allemandes ont augmenté de 10 millions de tonnes sur les années antérieures grâce aux subsides du gouvernement. L'Angleterre voulait prendre comme base de référence la moyenne des 7 dernières années. En effet, la part des exportations anglaises dans les exportations européennes totales n'a pas cessé de diminuer de 1929 à 1937, passant entre ces deux dates de 58,9 % à 47,3 %, alors que la part des exportations allemandes, a au contraire, augmenté de 20,4 % à 34,5 % entre ces deux mêmes dates.

On s'est aperçu que l'aboutissement favorable des négociations pour former un cartel européen du charbon dépendait d'un accord préalable entre l'Allemagne et l'Angleterre qui sont les deux plus grands producteurs européens du charbon : les exportations britanniques et allemandes représentent 80 % du total des exportations européennes.

Des négociations séparées anglo-allemandes ont donc été engagées après septembre 1938, elles ont atteint un but : un accord anglo-allemand a été conclu le 28 janvier 1939.

On ne sait pas grand chose de cet accord ; le gouvernement anglais n'a rien précisé aux Communes. En ce qui concerne les bases de référence ni l'année 1937, ni la moyenne de 7 ans n'ont été adoptées ; la base de référence choisie serait la moyenne des 4 ou 5 dernières années selon les journaux anglais ou allemands. On pense que les charbons de soufre, importants pour l'Angleterre seule, que celle-ci désirait inclure et que l'Allemagne voulait exclure, sont compris dans l'accord, mais rien n'a été publié à ce sujet. Quant aux quotas d'exportation, ils ne sont pas connus.

Il reste maintenant à s'entendre avec les autres pays producteurs de charbon ; les négociations seront facilitées par l'accord anglo-allemand, accord préliminaire dont la

conclusion était indispensable à la formation du cartel européen du charbon.

Une campagne a été déclenchée pendant l'été en Angleterre pour répondre par des subventions en faveur du charbon exporté aux subventions directes ou indirectes dont bénéficient les producteurs étrangers. Il y aurait eu un projet présenté par les exploitants et la fédération des mineurs pour lever une taxe sur le charbon extrait afin de subventionner les exportations. C'est en juillet 1938 que cette proposition a été faite par les intéressés au ministère du commerce, au secrétaire des mines et au secrétaire du département d'outre mer. Les ministres ont accueilli favorablement la députation, mais ont voulu examiner le projet d'une façon plus approfondie. On a toujours hésité en Angleterre pour l'extérieur comme pour l'intérieur à utiliser le système des subventions comme base d'une politique positive. En tout cas il est dit que le projet n'a pas pour but de constituer une prime permanente, mais seulement un fonds de lutte pour contrebattre dans certains cas une concurrence déloyale. En février 1939, le Gouvernement était décidé à apporter à l'industrie houillère une aide matérielle.

Depuis 1930, l'industrie houillère se réorganise, et, dans cette réorganisation, l'Etat a joué le rôle prépondérant car ce sont deux lois qui ont discipliné l'industrie. L'individualisme des entreprises minières est en recul et le régime de liberté et d'indépendance complète fait place à un état plus organisé. L'outillage a été modernisé; on a supprimé de vieux puits, la production commence à se concentrer et on espère que la nouvelle loi de 1938 accélérera ce mouvement. A l'heure actuelle, l'industrie houillère anglaise est assez réorganisée pour faire partie du Cartel International du Charbon.

CHAPITRE III

RÉORGANISATION DE L'INDUSTRIE METALLURGIQUE

L'industrie métallurgique est une des grandes industries de base de l'Angleterre d'avant-guerre; ses mines de houille et de fer, toujours situées près de la mer, la prédisposaient à développer cette industrie. Elle était localisée sur le charbon, c'est-à-dire sur la côte nord-est, dans le Pays de Galles du Sud, dans la région de la Clyde, sur la côte Nord-Ouest et dans les Midlands.

En 1875, la métallurgie anglaise était la première du monde : les exportations britanniques égalaient les exportations française, allemande, et américaine réunies. Mais dès 1900, l'Angleterre ne jouissait plus d'une situation aussi prééminente; elle était concurrencée par l'Allemagne et les Etats-Unis et c'est à propos de l'industrie métallurgique que Joseph Chamberlain avait fait sa campagne en faveur du retour au protectionnisme.

Cependant la sidérurgie anglaise d'avant-guerre était prospère : les importations n'étaient que de 2 millions 231.000 tonnes et les exportations atteignaient 4 millions 969.000 tonnes, ce qui représentait, après les cotonnades, la plus forte valeur exportée. Elle produisait 10 millions 250.000 tonnes de fonte et 7 millions 768.000 tonnes d'acier, soit 13,1 % de fonte et 10,1 % de l'acier du monde.

Pendant la guerre, la production métallurgique mondiale a beaucoup augmenté. D'une part, les belligérants, par la force des choses, l'ont développée, d'autre part, les pays clients de l'Europe, et en particulier de l'Angleterre, ne pouvant avoir recours à leurs fournisseurs habituels, se constituèrent une industrie métallurgique.

En 1920, la capacité productive mondiale était donc bien supérieure à celle de 1913. Si tous les pays en souffrirent, l'Angleterre en fut la principale victime. Les demandes énormes et qui se renouvelaient sans cesse du temps de guerre ont entraîné un grand développement de l'outillage. Immédiatement après la guerre, en 1919 et 1920, la sidérurgie anglaise eut encore bien des commandes, mais en 1921, l'Angleterre se trouve avec un matériel superflu; en 1928, 143 hauts fourneaux seulement sont en feu sur 410; le chômage atteint 45 % en 1930.

Cette situation de 1921 à 1930 avait des causes profondes.

Les exportations anglaises déclinent parce que les pays extra-européens, en particulier les Dominions, protègent par des barrières douanières leurs industries naissantes contre les produits anglais.

En Europe, la Grande-Bretagne est concurrencée par la Belgique, la Lorraine et le Luxembourg qui envahissent même son propre marché et la situation s'est encore aggravée lorsque le cartel international de l'acier fut formé en 1926 entre les industriels du continent.

L'Angleterre n'était pas capable de lutter contre ses rivaux plus jeunes et mieux équipés. Son outillage était démodé; la production moyenne d'un haut fourneau est de 138.000 tonnes aux Etats-Unis; de 97.000 tonnes en Allemagne; de 48.000 tonnes seulement en Angleterre. De même

la capacité d'un four à coke y est de 100.000 tonnes au lieu de 500.000 tonnes dans les pays concurrents. Avant la guerre, l'Angleterre produisait surtout de la fonte; après la guerre, la production de fonte et d'acier acide diminuent et on demande surtout de l'acier Bessemer basique à bon marché, pour lequel les industriels britanniques ne sont pas équipés. Ils sont aussi très en retard pour l'utilisation des sous-produits et l'économie de combustibles.

D'une façon générale, l'Angleterre ne profite pas de la réduction des frais qui résulte d'une grande production standardisée et intégrée. Il n'y a pas de très grandes entreprises allant des mines aux produits finis qui sont particulièrement désirables dans la métallurgie. En Angleterre, 60 % des entreprises métallurgiques n'ont pas de mines.

Il y a beaucoup de petites entreprises qui se concurrencent mutuellement et on retrouve ici encore l'individualisme anglais qui s'oppose à la production disciplinée de l'Allemagne et des Etats-Unis qui ont créé respectivement le « Cartel allemand de l'acier » et le « United Steel Corporation » qui a un rendement de 18 millions 500.000 tonnes d'acier par an.

Les entreprises anglaises sont dans une très mauvaise situation financière : pendant le boom de 1920, elles ont été surcapitalisées; par exemple, 9 grandes forges anglaises avaient au 30 juin 1914 :

1° Un capital Actions ordinaires de 9 millions 900.000 livres.

Un capital Actions de préférence de 4 millions 100.000 livres.

Un capital Obligations de 3 millions 900.000 livres.

En 1927 elles avaient :

Un capital Actions ordinaires de 36 millions 400.000 livres.

Un capital Actions de préférence de 13 millions 200.000 livres.

Un capital Obligations de 17 millions 400.000 livres, et leur production avait plutôt diminué.

Baldwin Ltd ne distribue rien à ses actionnaires depuis 1921. En 1926, Vickers est obligé de réduire son capital de plus des 2/3 et de suspendre le paiement des intérêts de ses obligations; on pourrait multiplier les exemples de ces difficultés financières.

Depuis la guerre, les demandes diminuant, chaque firme veut vendre à un prix plus bas que les autres pour avoir plus de commandes. Le profit des entreprises diminue donc considérablement; elles n'ont aucune réserve pour se rééquiper. Cet état de choses fait contraste avec celui des entreprises continentales qui ont vu leurs charges financières se réduire par la dévaluation. Les industriels anglais doivent supporter les charges du chômage, des salaires élevés, ils produisent donc dans de plus mauvaises conditions que leurs concurrents étrangers et ont dû subir en plus le poids de la revalorisation de la livre en 1925.

En novembre 1918, on avait bien formé sur les instances du Gouvernement la « National Federation of Iron and Steel Manufacturers » qui comprit finalement presque 100 % des producteurs; elle devait représenter l'industrie et sauvegarder les intérêts collectifs, mais ce n'était qu'un Conseil qui n'était pas responsable de la conduite de l'industrie.

En somme l'industrie métallurgique anglaise était dans un état anarchique : des entreprises, pour la plupart mal outillées et surcapitalisées luttaien^t entre elles et entraînées dans une ruine commune étaient incapables de se défendre contre les rivaux étrangers qui venaient les concurrencer.

en Grande Bretagne même. La crise de 1929 allait encore aggraver cette situation.

Pour pallier à la concurrence qui les ruinait, les industriels anglais avaient essayé de créer des associations pour fixer des prix minima. Déjà il en existait avant 1914 pour contrôler les prix. Après guerre ils ont créé la « Steel Manufacturer's Association » ou la « Light Casting's Association ». Ces associations se sont toutes rompues, tantôt à cause de l'hostilité des marchands, tantôt à cause d'entreprises récalcitrantes qui pratiquaient des prix plus bas, ou de la concurrence étrangère accrue.

Dans l'industrie du fer blanc, un plan pour fixer la production annuelle et pour en allouer une part à chaque membre, a été longtemps en opération. Un comptoir central de vente, la « South Wales Tinsplate Corporation » contrôlait 60 % de la production du fer blanc.

Enfin, pour se protéger contre le cartel international de l'acier, les fabricants d'acier en 1927 créèrent une organisation dont le but était de fixer un prix minimum pour le marché intérieur et de délimiter les régions de concurrence; un comité contrôlait les prix d'exportation et distribuait les commandes étrangères aux firmes et aux districts. En 1930, ce comité fut remplacé par la « British Steel Export Association », toutes les exportations se firent désormais par son intermédiaire.

Mais ces mesures ne suffisaient pas; il fallait s'attaquer aux causes profondes du déséquilibre dont souffrait l'industrie, il fallait la réorganiser, supprimer l'outillage démodé et superflu et faire pénétrer des méthodes modernes d'exploitation.

I. — *Les fusions*

Les métallurgistes, aidés par la Banque d'Angleterre, ont commencé ce mouvement de rationalisation : en 1929, on assiste à une série de fusions.

Une première fusion intervint à la fin de 1929 entre deux grandes firmes de la côte Nord-Est, Dorman Long et Bolkow Vaughan. Ensemble ils produisent à cette époque deux millions et demi de tonnes de charbon, un million et demi de tonnes de fonte, un demi-million de tonnes d'acier.

En 1930, le mouvement continue par la création de la « Lancashire Steel Corporation ».

Dans le Pays de Galles, Baldwins et Guest Keen et Nettlefolds ont mis en commun certaines de leurs ressources.

En Ecosse, David Colville and Sons et Beardmore ont conclu un accord pour répartir leurs commandes et fusionnent avec James Dunlop et Co. Depuis 1929, Colville contrôle la production de la fonte et de l'acier écossais et les petites firmes disparaissent.

Vickers Armstrong et Cammel Laird mettent en commun la plupart de leurs intérêts et créent l'« English Steel Corporation »; après leur fusion en 1931, John Brown and Co et Thomas Firth y adhèrent également.

Dans la section du fer blanc, Richard Thomas est arrivé à contrôler 50 % de la production.

Ces fusions n'ont pas toujours été complètes; il y eut des absorptions, des prises de contrôle, des échanges de titres et des répartitions de commandes.

Elles ont été suivies dans beaucoup de cas de réduction de capital, de sacrifices demandés aux actionnaires et aux créanciers sociaux, de fermetures d'usines anciennes et d'élimination d'outillage superflu. Les industriels tendent

à se spécialiser dans une production et à la standardiser; le but ultime est de créer de puissants groupes intégrés chacun dominant une région particulière.

Toutes ces fusions ont été puissamment encouragées et aidées par la « Bankers Industrial Development Company Ltd. » Maintenant le contrôle de l'industrie est entre peu de mains; une partie du matériel redondant est supprimé; la situation financière assainie. C'était une première étape vers la réorganisation.

II. — *La réorganisation technique*

Un énorme effort a été donné depuis 1932 pour le rééquipement technique; de 1932 à 1935, plus de 20 millions de livres ont été consacrées à la modernisation de l'outillage et à la création de nouvelles usines; le mouvement n'a fait que s'accroître pendant ces dernières années.

Là encore on retrouve l'influence de la Banque d'Angleterre par l'intermédiaire de la « Bankers Industrial Development Co Ltd. » et « du Securities Management Trust ». Les banques à son exemple ont aussi fourni des capitaux.

Les grandes firmes aidées par la Banque d'Angleterre ont mis sur pied de vastes plans d'installation moderne.

En 1932, Steward and Lloyds décidèrent de créer à Corby sur le minerai de fer qu'ils possèdent dans le Northamptonshire, de nouvelles usines fabriquant de l'acier par le procédé Bessemer. Le fer de cette région est phosphoreux et assez pauvre, mais les établissements de Corby sont ultra-modernes et comprennent des installations d'enrichissement du minerai, des laveries de charbon, une cokeraie avec récupération des sous-produits, trois hauts fourneaux, une aciérie Thomas, des laminoirs. Avec l'aide de la « Ban-

kers Industrial Development Company Ltd. », ils obtinrent un crédit de 3 millions 300.000 livres.

La « Lancashire Steel Corporation », aidée par le « Securities Management Trust » construit de nouvelles usines, des laminoirs, etc... En 1933, Guest Keen et Nettlefolds, la grande firme du Pays de Galles a modernisé son outillage et ses fours à coke.

En 1936, la « United Steel C^o Ltd. » a érigé à Scunthorpe dans le Lincolnshire de nouvelles installations comprenant des fours à coke, quatre hauts fourneaux pour produire de la fonte et de l'acier à partir du minerai local et approvisionner les laminoirs que la société possède à Templeborough et le marché des Midlands.

Dans la section des tôles très importante en Angleterre qui exporte surtout des produits finis, les méthodes de fabrication changent rapidement. Richard Thomas a construit à Ebbw Vale, dans le Pays de Galles du Sud, de nouvelles installations déjà en activité qui seront complètement terminées en 1939. Ces machines coûtent très cher et ont un grand rendement; il faut les employer à pleine capacité, on a calculé que l'Angleterre ne peut pas en avoir plus de quatre. Thomas a été aussi aidé par la Banque d'Angleterre : les Joint Stock Banks, encouragées par la Banque d'Angleterre, ont souscrit pour 5 millions de livres d'obligations et le « Securities Management Trust » a pris pour 5 millions de livres d'actions ordinaires.

De même la « Bankers Industrial Development C^o » a aidé à l'installation des nouvelles aciéries de Cardiff.

A Jarrow, sur la Tyne, sur l'emplacement d'un ancien chantier de constructions navales démantelé, on érige des hauts fourneaux électriques, des laminoirs et des usines de produits finis. Le capital requis est fourni en partie par

la Bankers Industrial Development C°. Il y a encore bien d'autres exemples.

Un très gros effort a donc été fourni pour moderniser l'équipement de la métallurgie anglaise. On assiste aussi à un changement dans la localisation de l'industrie : beaucoup de nouvelles installations sont situées dans le Northamptonshire, ou le Lincolnshire, la production de ce dernier a quintuplé de 1913 à 1936. La nouvelle industrie est donc assise sur le minerai de fer ; en effet, à mesure que la technique progresse d'une part, on peut traiter du fer pauvre et phosphoreux et d'autre part on peut économiser du combustible. Il est préférable alors d'asseoir l'industrie sur le fer plutôt que sur le charbon. Ces déplacements de vieilles usines assises sur le charbon vers les usines modernes assises sur le fer s'accompagnent de déplacements de population pour amener les ouvriers des « distressed areas » vers des contrées jusqu'ici rurales ; par exemple, pour les usines de Corby, Stewards & Lloyds aidés par les autorités locales, ont fait venir la moitié des ouvriers.

Si l'Angleterre possède en 1938 moins de hauts fourneaux — elle en a 200 — qu'en 1928, où elle en possédait 410, une plus grande proportion parmi eux sont en feu et d'autre part ils sont plus modernes et ont une capacité plus grande, 65.000 tonnes en moyenne au lieu de 48.000. Elle a des fours à coke neufs, des usines Bessemer basique ; elle est équipée pour produire 13 millions 500.000 tonnes d'acier par an.

La réorganisation technique et les fusions ont été l'œuvre des intéressés eux-mêmes aidés et encouragés par la Banque d'Angleterre, mais il manquait encore à l'industrie une autorité coordinatrice : c'est l'Etat qui a influencé grandement sa création.

III. — *Intervention de l'Etat*

L'Etat, lui aussi, a fait pression sur l'industrie pour la forcer à se rationaliser. Le Gouvernement a octroyé à l'industrie métallurgique un tarif protecteur de 33 1/2 % ad valorem en la menaçant de le lui retirer si elle ne se réorganisait pas.

Voici dans quelles circonstances le Gouvernement a été amené à intervenir.

En 1931, les importations de produits métallurgiques en Angleterre ont dépassé les exportations; l'industrie demande alors à l'Etat une protection contre les importations étrangères. L'Etat la lui accorde à deux conditions : 1° l'industrie ne devait pas en profiter pour élever les prix; 2° puisqu'elle était momentanément à l'abri de la concurrence étrangère, l'industrie devait établir un plan de réorganisation qui satisfît le comité consultatif des tarifs. Le Gouvernement n'avait accordé le tarif que pour six mois; si au bout de cette période l'industrie n'avait pas commencé sa réorganisation, il lui enlèverait le bénéfice de la protection puisqu'elle n'en était pas digne.

En février 1932, le Gouvernement établit donc un premier droit de 10 %.

En mars 1932, on institua « l'Import Duties Advisory Committee », le comité consultatif des tarifs. A son institution les droits protecteurs furent portés à 33 1/2 %. Ce comité, présidé par Sir George May, pressa l'industrie de se réorganiser; il aurait voulu un organisme capable de coordonner les différentes sections de la métallurgie, de faciliter une réglementation des prix et de la production, d'améliorer la technique et de représenter l'industrie.

Au mois de juin 1932, le « National Committee for Iron and Steel Industry », le Comité national pour la réorganisation de l'industrie du fer et de l'acier, composé de 34 membres, fut nommé par les métallurgistes pour préparer la réorganisation.

Un premier projet paraît en avril 1933; il crée la « Iron and Steel Corporation », formée par les associations groupant chacune tous les producteurs d'une même espèce de produits sidérurgiques, au besoin par la contrainte. Cette corporation aura pour fonction de provoquer des associations et des fusions, d'empêcher l'exploitation des usines faisant double emploi, de coordonner la production et de la concentrer sur les usines les plus efficaces. Les revenus de la corporation résulteraient d'une taxe prévue sur la production de fonte et d'acier à un taux qui ne dépasserait pas 5 shillings pour 100 livres de salaires payés par an.

Le plan n'a pas été approuvé par la majorité de l'industrie; les entreprises de produits finis et les laminoirs craignent une hausse de leur coût de production. Les firmes écossaises déclarent qu'on réserve un meilleur traitement aux firmes anglaises; enfin, en 1933, il y a eu une amélioration de l'industrie métallurgique et les industriels espèrent que la prospérité reviendra sans recourir à une organisation.

Finalement, en avril 1934, un second projet fut proposé; il est l'aboutissement de longues négociations qui ont duré un an entre le Comité National pour la réorganisation de l'industrie du fer et de l'acier, le Comité consultatif des tarifs et l'Association britannique pour l'exportation. Il a été adopté par l'industrie et le Comité des tarifs. l'a approuvé bien qu'il le trouvât bien timide.

Le plan de 1934 crée le « British Iron and Steel Federation », la Fédération britannique du fer et de l'acier. Elle groupe toutes les associations qui demandent leur affiliation pourvu qu'elles rentrent dans le cadre de l'industrie. Il existe, comme on l'a vu précédemment, des associations, il y en avait même avant la guerre, leur but principal est de contrôler les prix; elles sont purement volontaires. Les associations doivent demander leur affiliation au Conseil de la Fédération; pour qu'il l'approuve, il faut qu'elles représentent réellement les producteurs concernés, c'est-à-dire qu'elles en comprennent un certain pourcentage. L'affiliation doit durer au moins 5 ans à moins que le Conseil ne fixe une période plus courte. Pour couvrir les dépenses de la Fédération, les associations affiliées paient une cotisation de 100 livres par an, mais il peut y avoir des accommodements avec le Conseil de la Fédération; on peut payer moins. Les producteurs faisant partie d'une association sont personnellement membres de la Fédération.

La Fédération a à sa tête un Conseil composé de trois catégories de personnages. D'abord 25 personnes élues dans les districts tous les ans par les membres de la Fédération, ensuite 41 membres nommés par les associations affiliées, chacune étant représentée d'après son importance; enfin des membres nommés d'office comme le président du Comité des tarifs ou du Conseil central des salaires.

La direction appartient à un Comité exécutif composé de 20 membres élus par le Conseil chaque année. Il est responsable des affaires de la Fédération; il peut emprunter pour remplir ses buts; il peut nommer d'autres comités s'il les estime nécessaires.

Le président de la Fédération ne doit pas avoir d'intérêts dans l'industrie métallurgique. Le premier président, Sir Andrew Duncan fut nommé au début de 1935.

L'objet de la Fédération est de :

Coordonner l'activité des associations affiliées et réaliser les mesures nécessaires au progrès de l'industrie.

Aider une association affiliée à réorganiser la section d'industrie qu'elle représente.

D'organiser le contrôle des importations métallurgiques après s'être mise d'accord avec les associations affiliées.

De développer les exportations d'accord avec les associations affiliées.

D'encourager la formation d'une association et son affiliation à la Fédération.

La Fédération doit donner à l'industrie son maximum d'efficiences productive et commerciale et représenter l'industrie dans son ensemble dans ses rapports avec le Gouvernement ou avec les industries étrangères.

Ce plan n'institue aucune sorte de contrainte; les industriels ne sont pas forcés d'entrer dans des associations et celles-ci ne sont pas forcées de demander leur affiliation à la Fédération qui n'a pas de grands pouvoirs. Les liens créés sont donc très lâches. Cette création était tout de même un gros progrès; c'est un organisme qui pouvait coordonner et représenter l'industrie.

Une des œuvres les plus pressées et les plus utiles que la Fédération avait à faire était de conclure un accord avec le cartel international de l'acier pour limiter ses importations en Grande-Bretagne. Les métallurgistes britanniques pouvaient enfin le faire puisque l'Angleterre avait un tarif comme instrument d'échange et un organisme représentant l'industrie métallurgique et capable de négocier en son nom.

Pendant les premières négociations, en novembre 1934, on ne trouve pas de base acceptable pour une entente; elles furent reprises en mars 1935, date à laquelle les droits d'entrée sur la fonte furent portés à 50 %. Le 1^{er} mai un accord provisoire intervint qui devint définitif en juillet 1935; il devait durer jusqu'en août 1938 et fut prolongé jusqu'en 1940.

Il prévoyait une importation de 670.000 tonnes pour la première année et de 525 mille tonnes pour les autres; les tarifs sont réduits à 20 %. En revanche, l'Angleterre se voyait désormais attribuer une part des exportations européennes.

C'est la Fédération qui devait acheter les quantités importées au cartel et lui vendre les produits exportés. En 1935, elle crée la « British Iron and Steel Corporation ». C'est une société commerciale qui contrôle la production; elle a un président indépendant qui est en contact constant avec le Gouvernement par l'intermédiaire du comité consultatif des tarifs.

Un système de licence fut introduit en novembre 1936 pour les importations du cartel en Grande-Bretagne. Les produits métallurgiques n'étaient admis au taux réduit que s'ils étaient accompagnés d'un certificat de contingentement indiquant leurs pays d'origine.

En dehors de cet accord fondamental il y en a d'autres réglés par les sections de l'industrie : la section du fer blanc fait partie du cartel international du fer blanc; de même pour le « Tube Maker's Association ».

La Fédération jouit d'un grand prestige. On assiste au développement de ses pouvoirs. Le plan de 1934 n'était qu'une esquisse; peu à peu la centralisation du contrôle devint une réalité.

C'est ainsi qu'en 1935 on franchit une nouvelle étape; depuis cette date les associations ont consenti à ne pas élever leurs prix sans consulter auparavant la Fédération. Les prix sont fixés par les associations; ils sont respectés en général parce qu'adoptés volontairement par les intéressés. Lorsque les prix changent, la Fédération doit être consultée et d'accord avec les associations, elle les soumet à l'approbation du comité des tarifs.

Ce système empêche les prix trop bas qui ruineraient l'industrie comme pendant la période inorganisée d'après guerre; d'autre part, il s'oppose aux prix trop hauts qui rançonneraient les consommateurs puisque le Comité des tarifs et le président indépendant de la Fédération représentent l'intérêt général. Dans toute réorganisation des industries on trouve toujours la sauvegarde du consommateur. Les prix fixés sont désormais des prix maxima alors qu'avant, les prix fixés par les associations étaient des prix minima, pour remédier au « price cutting ».

Les prix, approuvés par la Fédération et le Comité des tarifs, peuvent être réduits pour l'exportation ou pour certains consommateurs. Le Conseil de la Fédération voudrait que les projets de réduction des prix soient soumis par les associations à un « Rebate Committee » nommé par la Fédération et chargé de les examiner. Beaucoup d'associations usent de prix réduits dans certains cas.

La Fédération a suivi une politique des prix stable et modérée basée sur le coût de production que nous examinerons plus tard.

Depuis une décision adoptée par le Conseil en mars 1936, lorsqu'une entreprise veut développer son outillage ou créer de nouvelles usines, elle doit consulter auparavant la Fédération et se faire approuver par le Comité consultatif des tarifs.

La Fédération nommera un comité de 5 membres pris dans le Conseil et dirigé par le président du Comité exécutif pour examiner le projet de développement. Cette procédure vise à éviter la formation d'un nouvel excès de capacité productive pendant une période de prospérité, dont les conséquences se font lourdement sentir lorsque la crise vient, comme on a pu s'en apercevoir après 1921. On retrouve là encore l'intervention du Comité des tarifs représentant l'intérêt général.

La « United Steel Co Ltd » pour ses installations de Scunthorpe, Colville, et Summers and Sons se soumit à cette procédure pour leurs plans de modernisation et d'agrandissement qui furent d'ailleurs approuvés. Le projet d'installer à Jarrow des usines produisant près de 400.000 tonnes d'acier par an, sur un ancien chantier de la Tyne, ne fut pas approuvé par la Fédération. Celle-ci avait demandé aux firmes de la côte Nord-Est si elles voulaient participer à ce projet. Or, venant justement de sortir de la crise et étant en train de se réorganiser, ces firmes se déclarèrent opposées au projet; la Fédération aussi. N'ayant pas reçu l'approbation de la Fédération le plan fut abandonné. D'autres usines doivent être construites actuellement à Jarrow, mais ce ne sont pas celles prévues par le plan qui a été rejeté.

Un plan a été adopté par le Comité exécutif et le Conseil pour établir un Fonds Central. Il servirait à aider l'exportation, à éliminer le matériel superflu, à maintenir les prix à un niveau raisonnable, à conserver l'outillage en état pendant les périodes de dépression et à aider les associations à trouver d'autres usages pour l'acier. Déjà dans un memorandum du Comité national au Comité des tarifs, on trouvait cette idée d'un Fonds Central constitué par une taxe sur la production d'acier et de fonte à l'aide duquel la

Fédération peut aider les associations à se réorganiser; mais ce projet n'a pas encore été réalisé.

Le Comité des tarifs aurait désiré qu'un système de quotas, lorsqu'il est adopté par une association, fût soumis à l'approbation de la Fédération avant sa mise en exécution et que si un producteur se trouvait mal traité, il puisse faire appel; mais ce désir n'est encore qu'à l'état de projet.

Toujours avec l'idée de réorganisation, la Fédération s'est occupée des méthodes de distribution. Il y a tendance à éliminer les marchands et à créer des agences centrales de vente; il faudrait savoir quel est le plus économique des deux. On opte plutôt pour la centralisation des ventes. Il existe déjà la « Welsh Tinplate and Sheets Manufacturer's Association » qui agit comme agence de vente pour le fer blanc.

Pour les exportations gouvernées par l'accord avec le cartel international de l'acier, les entreprises passent par la « British Steel and Iron Corporation ». Dans la catégorie des tôles galvanisées, il y a deux agences centrales de vente pour le commerce extérieur : « The Oriental Steel Co » et « The British Sheet Marketing Co Ltd »; l'une contrôlant les exportations vers les Indes, l'autre vers la Nouvelle-Zélande.

La Fédération a participé également à la réorganisation technique. L'Etat avait institué « The Iron and Steel Research Council » qui travaille avec le département des recherches scientifiques et industrielles. Il comprend des comités scientifiques et techniques.

Sous l'égide de la Fédération beaucoup de progrès ont été faits pour coopérer et se réorganiser. En 1938 elle couvrait toute l'industrie depuis l'achat des matières premières jusqu'aux dépenses pour les recherches techniques. En

Angleterre on n'a pas pris la méthode allemande d'instituer un organisme avec un pouvoir dictatorial pour discipliner l'industrie, mais on a agi par persuasion; on a indiqué qu'il fallait se réorganiser et on y est arrivé graduellement. Il faut noter aussi le grand rôle joué par le Comité consultatif des tarifs qui est consulté non seulement pour les questions de douanes, mais aussi pour celles des prix et des accroissements d'entreprises.

Quelle a été la politique des prix suivie par l'industrie ? Politique due pour la plus grande part à la Fédération, puisque depuis 1935 elle doit approuver les prix que pratiquent les associations affiliées.

Elle est marquée par la modération. Pendant la crise les prix étaient très bas; la Fédération les a relevés, mais ce n'est qu'une hausse très modérée, de 18 %; en 1937 il est arrivé une hausse des matières premières; il s'ensuivit une hausse nouvelle des prix des produits métallurgiques. En novembre 1937, certains groupements de l'industrie métallurgique décident de maintenir les prix sans changement jusqu'à la fin de 1938; les consommateurs qui n'avaient pas été contents de la hausse s'apaisent, car ils sont sûrs d'avoir des prix stables.

En juillet 1938 un des grands producteurs de fonte « Stanton Iron Work's Co » se sépare de la « Central Pig Iron Producer's Association »; il croit qu'un farouche « price cutting », course de vente au plus bas prix, est le seul moyen de regagner les marchés d'outre-mer. Un tel membre faisant défaut, l'association ne pourra peut-être plus maintenir un accord sur les prix.

La Fédération britannique du fer et de l'acier a décidé en décembre 1938 de réduire les prix de l'acier pour la première partie de 1939; les nouveaux prix ne sont plus basés sur la

moyenne des coûts de l'industrie, mais sur ceux de ses membres les plus efficients. Les prix fixés par la Fédération d'accord avec le Comité des tarifs et les associations affiliées demeureront en vigueur jusqu'au 30 juin 1939.

Intervention par le réarmement et le bâtiment

L'Etat est intervenu aussi dans l'industrie métallurgique par le réarmement; il a passé des commandes et fait tourner les stocks; par le Comité consultatif des tarifs le Gouvernement garde un strict contrôle sur les prix qu'il paie. En 1937 il y avait eu beaucoup de commandes privées, mais en 1939 le réarmement émergera comme un facteur dominant de l'économie britannique. L'Etat et les autorités locales ont beaucoup aidé indirectement l'industrie sidérurgique en développant considérablement le bâtiment gros client de l'acier; il a stimulé l'industrie métallurgique en lui procurant des commandes.

IV. — La situation de l'industrie

La situation de l'industrie métallurgique s'améliore et est même prospère.

1932 a été le fond de la crise; la production de fonte n'avait été que de 3 millions 574.000 tonnes et celle de l'acier de 5 millions 261.000 tonnes. Le chômage atteignait 47 %; 65 hauts fourneaux seulement sur 344 étaient allumés. A partir de 1933 la situation s'améliore et le progrès continue dans les années suivantes. La reprise de l'industrie sidérurgique est même plus accentuée en Angleterre que dans le monde : en 1934, la production mondiale de fonte brute augmente de 26 %, celle de l'acier de 20 %; les productions anglaises progressent de 44 % et de 26 %. En 1936, le pour-

centage des chômeurs se réduit à 21,4 %. La production de l'acier parvient à un chiffre qui n'avait jamais été atteint auparavant : 11 millions 784.600 tonnes. Le chiffre de la production de fonte est le plus élevé qu'on ait vu depuis 1920.

Déjà, en 1936, les difficultés d'approvisionnement commencent; l'industrie manque de fer et à cause de la guerre d'Espagne, surtout de fer espagnol qui représentait en 1933 34 % du fer importé. Les importations de ferraille ont beaucoup augmenté; il y a eu un accord interdisant son exportation entre la Fédération britannique du fer et de l'acier et la Fédération nationale des commerçants en ferrailles. Les importations des fontes et des produits sidérurgiques se sont encore accrues; les droits ont été abaissés; ils sont de 10 %; ce sont de simples droits de contrôle.

En 1937, l'industrie métallurgique anglaise a connu une période de prospérité éclatante qui atteint son summum en septembre. La production d'acier est de 12 millions 784.000 tonnes; celle de la fonte de 8 millions 493.000 tonnes. Les industriels ont à faire face aux ordres privés et aux commandes de l'Etat pour le réarmement; celles-ci ont un droit de priorité, les autres sont retardées. La production des laminoirs ou des aciéries en été 1937 est engagée par avance pour six mois; les usines marchent à plein rendement, on est même obligé de recourir aux heures supplémentaires. Le chômage baisse jusqu'à 12,4 %. La production de fonte est poussée à son niveau maximum, mais limitée par l'insuffisance des approvisionnements en fer et en coke. L'acier est encore plus actif; 125 hauts fourneaux sont en feu contre 111 en 1936. Les producteurs font tout ce qu'ils peuvent pour accélérer la fabrication; ils disposent de capitaux et perfectionnent leur outillage.

1913-1938

PRODUCTION SIDERURGIQUE BRITANNIQUE

	Fonte	Acier
	(en milliers de tonnes de 1.016 kg.)	
1913	10.260	7.663
1914	8.923	7.835
1915	8.793	8.550
1916	9.047	8.991
1917	9.321	9.716
1918	9.086	9.539
1919	7.398	7.894
1920	8.034	9.067
1921	2.616	3.703
1922	4.902	5.880
1923	7.440	8.481
1924	7.307	8.201
1925	6.261	7.385
1926	2.458	3.596
1927	7.292	9.079
1928	6.610	8.519
1929	7.589	9.636
1930	6.192	7.325
1931	3.772	5.202
1932	3.574	5.261
1933	4.136	7.024
1934	5.969	8.849
1935	6.424	9.858
1936	7.721	11.784
1937	8.493	12.784
1938	6.762	10.393

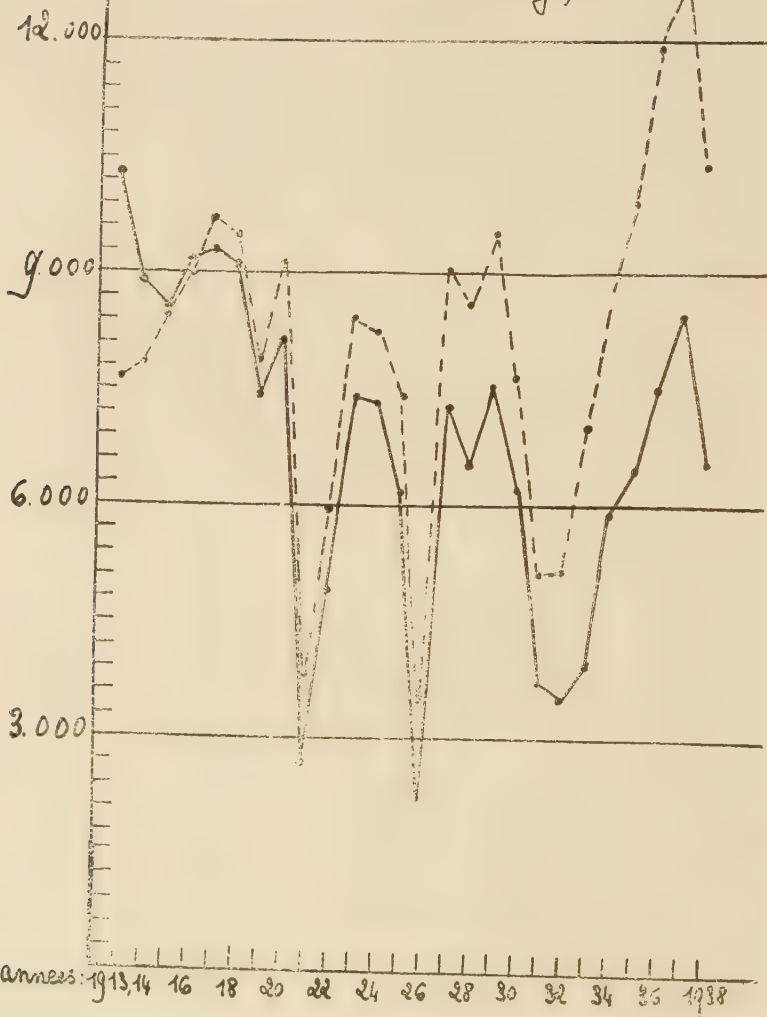
1913 - 1938.

production de fonte : ———

production d'acier : - - - - -

milliers
de tonnes

(en milliers de tonnes de 1.016 Kgs)



Au début de 1938, l'industrie est encore très active et exécute les commandes retardées pendant le boom. En mai 1938, l'industrie travaillait encore à 80 % de sa capacité; l'été fut très calme; 1938 est de nouveau une année de crise cyclique qui atteint particulièrement l'industrie du fer blanc, dont l'activité est réduite à 48 %.

La sidérurgie est moins active qu'en 1937, mais sa situation est encore satisfaisante. Le réarmement opérera comme un facteur très important puisque les commandes privées se raréfient; le chômage cependant remonte à 15,7 %. Sur l'avis d'un comité des tarifs, les droits sur la fonte sont relevés à 33, 1/3 % en mai 1938.

Même pendant la période prospère, les exportations sont restées presque stationnaires; elles sont loin d'avoir retrouvé leur niveau de 1913. La prospérité indéniable des industries métallurgiques est donc due au marché intérieur.

En effet, on est frappé par le changement de destination des produits sidérurgiques : avant-guerre, les constructions navales et l'exportation absorbaient 60 % de la production; à l'heure actuelle les grands clients de l'industrie métallurgique sont l'industrie automobile, les poutres, le bâtiment et l'Etat avec le réarmement.

Pourtant l'Etat qui a poussé l'industrie à se réorganiser est intervenu aussi pour développer les exportations qui sont surtout des exportations de produits finis.

Il a conclu les accords d'Ottawa avec les Dominions, mais ceux-ci ont eux-mêmes des industries métallurgiques à Prétoria pour l'Afrique du Sud, à Broken Hill pour l'Australie et les usines de la Tata aux Indes. A Ottawa, l'Angleterre a tout de même obtenu une préférence pour ses produits manufacturés, sauf pour le Canada. Pour l'Inde, les exportations n'ont pas pu augmenter.

Les accords avec les pays nordiques ont pu développer un peu les exportations.

Depuis 1932, les exportations vers le block sterling et l'Empire ont augmenté de 40 %, mais elles ont diminué vers les autres pays. L'Angleterre n'a pas pu regagner ses marchés d'avant 1914 car la plupart des pays se sont dotés d'une industrie métallurgique.

Depuis 1929 on assiste à la réorganisation financière et technique de l'industrie métallurgique. Actuellement les diverses associations suivent une discipline commune sous le contrôle de la Fédération britannique du fer et de l'acier. Bien que cette industrie ne soit pas redevenue aussi exportatrice qu'avant la guerre, elle connaît tout de même une prospérité, prospérité due essentiellement au marché intérieur et au réarmement.

1913-1938

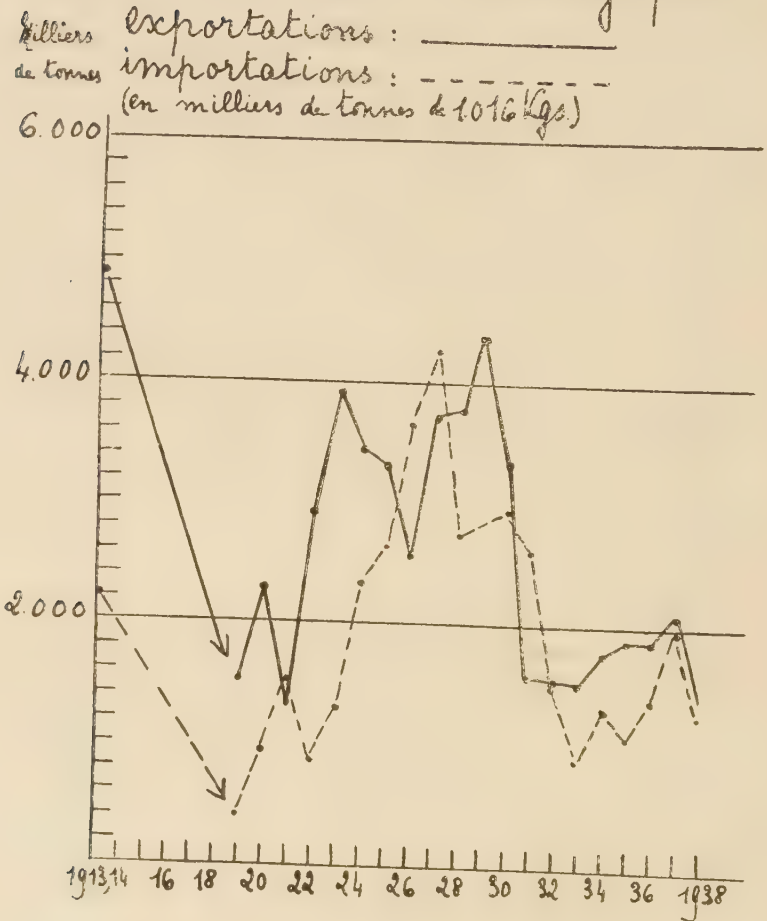
PRODUITS SIDERURGIQUES EN GRANDE-BRETAGNE

Importations Exportations

(En milliers de tonnes)
de 1.016 kg.

1913	2.231	4.969
1919	403	1.547
1920	927	2.312
1921	1.525	1.321
1922	824	2.988
1923	1.267	3.869
1924	2.362	3.437
1925	2.624	3.301
1926	3.620	2.567
1927	4.237	3.704
1928	2.742	3.727
1929	2.817	4.379
1930	2.908	3.158
1931	2.608	1.591
1932	1.507	1.567
1933	896	1.559
1934	1.276	1.785
1935	1.064	1.844
1936	1.381	1.712
1937	1.883	2.023
1938	1.233	1.411

1913 - 1938. Produits sidérurgiques



CHAPITRE IV

LA REORGANISATION DES CONSTRUCTIONS NAVALES

Avant la guerre, l'Angleterre jouissait dans cette industrie d'une prépondérance incontestable. C'était normal. Ses ports, ses mines de houille et ses mines de fer se touchaient, et elle avait la première place dans le domaine de la navigation maritime. Or, navigation maritime et constructions navales vont de pair.

En 1892, elle construisait 92 % du tonnage lancé dans le monde. Déjà avant-guerre, on assiste à un déclin relatif des constructions navales anglaises. Poussés par des nécessités nationales, les autres pays maritimes veulent aussi se constituer une industrie des constructions navales; néanmoins, les chantiers anglais ont encore construit, en 1913, 60 % du tonnage mondial.

Pendant la guerre, sous l'empire des besoins constamment renouvelés par la guerre sous-marine, on accroît la capacité productive des chantiers, non seulement en Angleterre, mais dans tous les pays belligérants. D'autre part, les clients de la Grande-Bretagne ne pouvant avoir recours à ses chantiers se sont constitué une industrie des constructions navales.

Le nationalisme économique d'après-guerre n'a fait qu'accentuer cette tendance.

Cependant, en Angleterre, la capacité productive et la construction de nouveaux navires augmentent encore de 1919 à 1922. En mars 1921, le tonnage en construction s'élevait à 3.800.000 tonnes, contre 2.600.000 tonnes avant guerre. La prospérité des transports maritimes, immédiatement après guerre, a favorisé ce mouvement dans tous les pays en déterminant une demande massive de navires neufs.

Mais en 1922, c'est la chute. Le tonnage lancé est inférieur de 21 % à celui de 1910-1913. Il y a un déséquilibre entre le nombre de bateaux disponibles et les cargaisons à transporter : les frets descendent et on désarme les navires.

Depuis 1922, la capacité productive additionnelle créée pendant la guerre reste oisive. L'industrie travaille à 50 % de sa capacité, le pourcentage de chômeurs n'est jamais descendu au-dessous de 20 %, il y en a environ 200.000. La situation des constructions navales à la veille de la crise de 1930 est déjà mauvaise.

Quelles sont les causes de cette situation ?

Des concurrents sont nés pendant la guerre et un protectionnisme farouche protège leurs industries naissantes.

Les Anglais se sont laissé devancer et n'ont pas fait de progrès techniques. La Grande-Bretagne était habituée aux bateaux à vapeur, aujourd'hui on construit de nouveaux types : bateaux-citernes, pétroliers, dans la construction desquels la Grande-Bretagne excelle moins que dans les types d'autrefois. La taille des navires grandit, il faut donc un moins grand nombre de cales pour construire une même quantité de tonnage, et les petits chantiers sont condamnés à fermer. Les constructeurs anglais ne se sont pas spécialisés, c'est pourtant la spécialisation qui a contribué à la prospérité des chantiers scandinaves.

Aucune organisation d'ensemble, l'individualisme règne dans les constructions navales. Il y a beaucoup de firmes qui se font concurrence entre elles et acceptent des commandes « at cut throat price », à des prix très bas. Dans quelques cas seulement, les armateurs ont des intérêts dans les chantiers. La mauvaise situation financière de ceux-ci influe grandement sur la fâcheuse position des constructions navales, qui dépendent étroitement de la prospérité du commerce maritime. Lorsque les frets sont bas, les armateurs n'ayant pas d'argent commandent moins de nouveaux bateaux. Ces faits se sont produits depuis 1922.

Enfin, l'Angleterre produit cher, les charges du chômage, les frais d'entretien des chantiers oisifs augmentent le prix de revient de cette industrie déjà handicapée par le Gold Standard de 1925.

Il faut donc réorganiser l'industrie pour réduire le coût de production et supprimer l'excès de capacité productive.

I. — *La réorganisation par les constructeurs eux-mêmes, aidés par la banque d'Angleterre*

Avant que la crise de 1929 n'ait produit ses effets, les constructeurs anglais s'étaient décidés à rationaliser leur industrie. Aidés et encouragés par la Banque d'Angleterre, par l'intermédiaire de la « Bankers Industrial Development Cy Ltd. », les constructeurs créèrent en 1930 la « National Shipbuilders Security Ltd. ». C'est une société au capital nominal de 10.000 £. Chacun est libre d'en faire partie ou non, mais si la « National Shipbuilders Security Ltd. » ne groupe pas tous les chantiers anglais, elle comprend tous les plus grands noms de l'industrie britannique et des constructions navales. Les actions d'une £ chacune sont détenues par les constructeurs.

Les statuts de la société définissent son but : elle doit racheter les chantiers superflus non adaptés aux conditions actuelles, pour concentrer la production sur les plus efficients. Ces derniers travaillant alors à pleine capacité, le coût de production sera réduit. Elle doit démanteler les chantiers redondants rachetés, et revendre les terrains avec une clause interdisant leur occupation par un chantier maritime pendant au moins quarante ans. Elle peut acquérir ou louer des ateliers de constructions mécaniques ou autres, ou des cales pour les céder ou en disposer au mieux, mais elle ne peut pas les exploiter elle-même.

La N.S.S. n'achète les chantiers que si on les lui vend volontairement. Elle a poussé les constructeurs à se défaire de leurs installations en leur permettant de s'en débarrasser dans les conditions les moins défavorables pour eux. Un estimateur nommé par la Société intervient dans la vente.

Pour réaliser son but, la Société peut emprunter jusqu'à concurrence de 3 millions de £. Elle jouit d'un crédit solide grâce aux grandes firmes qui en font partie et elle est aidée dans ses émissions d'obligations par la « Bankers Industrial Development Cy Ltd » qui peut intervenir très efficacement, les « Joint Stock Banks » y ayant des intérêts. Aussi, dès le début de 1931, elle émettait une première tranche d'obligations hypothécaires pour un million de £.

Ses ressources sont augmentées par le produit d'une taxe de 1 % que les constructeurs adhérents perçoivent à son profit sur le prix de vente des navires commencés à construire après le 1^{er} novembre 1930, taxe payable après leur achèvement. On espérait qu'elle atteindrait 300.000 £ par an.

Dans le rapport de la N.S.S. pour 1934, le prix d'achat des chantiers acquis était de 768.000 £ et quelques-uns furent

revendus par la Société qui récupéra ainsi 178.000 £. Ses dépenses et le montant des compensations ont atteint 1.129.000 £, tandis que la taxe n'a donné que 226.000 £ en 1933, car par suite de la crise le tonnage lancé décline.

Les économies qui résultent de la concentration de la production valent bien les dépenses engagées par la N.S.S. Cependant on a critiqué cette création des constructeurs. Sir James Lithgow, le président du conseil d'administration, avait pourtant prévenu que le but de la N.S.S. n'était pas de réduire la capacité jusqu'à la limite des monopoles. On a dit qu'en supprimant un chantier où était concentrée l'activité d'une région, la société ruinait cette région. Mais si elle achète le chantier, c'est parce qu'il n'avait plus de commandes. Les ouvriers l'ont critiquée aussi : ils craignaient que l'activité de la N.S.S. n'entraînât un chômage accru, mais la société a démontré que si le chômage augmentait, ce serait la faute du manque d'ordres et non pas la sienne.

Une réduction de la capacité productive s'imposait pour se débarrasser des frais d'entretien très élevés des installations sans commandes et éliminer la concurrence stérile. La société a contribué aussi indirectement à l'amélioration technique de l'industrie des constructions navales en la débarrassant de ces chantiers archaïques.

Dans cette industrie, ce sont les constructeurs eux-mêmes, de leur plein gré, encouragés évidemment par la Banque d'Angleterre, qui ont fait le premier pas dans la voie de la réorganisation. L'Etat n'y est pour rien, aucune contrainte n'intervient. L'affiliation à la N.S.S. n'est pas obligatoire et les ventes des vieux chantiers par leurs propriétaires se font sous le signe de la liberté et de l'indépendance. C'est volontairement que l'industrie se plie à une discipline commune, et ce fait montre que l'individualisme connu des « shipbuilders » est en recul.

La N.S.S. a fait preuve d'une activité remarquable et utile. Dès la fin de 1931, elle avait fermé des chantiers représentant une capacité de 500.000 tonnes. En 1937, la capacité productive britannique avait été réduite par elle de 1.250.000 tonnes, c'est-à-dire de plus du tiers. On a même cru en 1937, année de prospérité entre toutes, que la société avait supprimé trop de cales. Mais 1938 devait montrer que malheureusement il n'en était pas ainsi. Cette année-là, comme l'a déclaré Sir James Lithgow, la société s'est surtout préoccupée de céder les terrains et les installations à des acquéreurs qui s'engagent naturellement à ne pas les utiliser comme chantiers de constructions navales.

Mais le travail de la N.S.S. est une œuvre de longue haleine, et de 1931 à 1934 la crise s'est fait durement sentir dans les constructions navales anglaises. La chute de la £ en septembre 1931 n'a apporté qu'un stimulant passager, quelques chiffres le montreront.

En avril 1932, il n'y avait que 14 % des cales de constructions disponibles qui étaient occupées. Près de 3 millions de tonneaux sont désarmés, soit presque 1/7 de la flotte marchande britannique. 96 % des chantiers n'ont reçu aucune commande. Il reste encore quelques vieilles commandes, la construction d'un bateau durant au moins un an, les constructions navales ne suivent pas exactement le cycle économique. Le chômage monte à 59 %. On voit combien la crise a atteint sévèrement cette industrie déjà bien malade auparavant.

En 1934, on assiste à la reprise : 25 % des cales sont occupées. Le chômage diminue jusqu'à 49 %. Le tonnage en construction est de 604.296 tonnes, et sur ce total, 13,6 % des commandes sont pour l'étranger et les constructeurs anglais ne construisent plus que 46 % du tonnage du monde.

C'est alors que les constructeurs et armateurs se retournent vers l'Etat. Les uns se plaignent des tarifs que leur imposent les pays étrangers, les autres sont partisans d'une intervention financière. Sir Walter Runciman, alors ministre du commerce, demande au gouvernement d'aider la marine marchande et d'accorder une subvention au « *tramping* ». Les « *tramps* » s'opposent aux navires de ligne : ce sont des bateaux qui n'ont pas d'itinéraire fixe et vont là où il y a des cargaisons à transporter. Ils ont particulièrement souffert de la crise.

II. — *Intervention de l'Etat*

L'Etat a bien voulu intervenir, car l'industrie avait déjà fait le premier pas dans la voie de la réorganisation en instituant la N.S.S. Il y a eu une première intervention du gouvernement lorsqu'il a financé la construction du *Queen Mary* et du *Queen Elizabeth*.

Ensuite, il a fait voter le « *British Shipping (assistance) Act* » de février 1935, qui est entré en vigueur en mars 1935. Il était prévu pour deux ans. Il comprend deux parties :

1° Une subvention au « *tramping* ».

2° « *The Scrap and Build Scheme* », c'est-à-dire un plan de démolition et de reconstruction.

La première partie accorde donc au « *tramping* » une subvention de 2 millions de £. C'est indirectement une aide aux constructions navales, les armateurs étant plus riches vont commander plus de navires.

La seconde partie est le « *Scrap and Build Scheme* ». Son but est de faciliter la construction et la modernisation des navires, mais comme il faut éviter la surproduction, grande plaie de l'industrie anglaise d'après-guerre, la loi pré-

voyait que pour chaque tonne de navire neuf construit, on devait démolir deux tonnes de vieux navire, et que pour une tonne de navire modernisé on devait détruire une tonne de vieux navire.

La loi accordait des avances pouvant atteindre 10 millions de £ remboursables en 12 ans à un taux d'intérêt ne dépassant pas 3 %. Le taux varie en pratique suivant la solvabilité de l'armateur et les risques courus par le Trésor. On estimait qu'un taux voisin de 1 % suffirait, il fallait procurer aux armateurs de l'argent à très bon marché pour qu'ils puissent rivaliser avec des marines marchandes étrangères subsidiées.

La loi créait un comité de remplacement des navires, auquel les armateurs soumettaient leurs demandes. Si le comité les acceptait, elles devaient être ensuite approuvées par le Ministère du Commerce qui, avec le concours du Trésor, accordait des avances. Le système fonctionnait donc sous la direction du Ministère du Commerce.

Les résultats en mars 1937

Quand le plan a pris fin, les avances atteignaient 3.548.124 £; 50 navires de 187 tonnes devaient être construits ou l'étaient déjà; on avait démolì 97 navires représentant 386.625 tonnes.

Comment le plan a-t-il fonctionné ? Les armateurs étaient libres d'établir les caractéristiques du navire et de choisir leur chantier; mais il fallait qu'il soit d'un type économique et d'un prix raisonnable. La démolition des navires devait avoir lieu en Angleterre. Cette clause se révéla impossible, et le Ministère du Commerce autorisa la démolition à l'étranger de 50 % du tonnage d'abord, puis fut

obligé d'accorder la liberté entière sur ce point. Très peu d'armateurs purent faire démolir leur propre tonnage. Sur les 97 bateaux démolis, il n'y en eut que 6 dans ce cas; pour les autres, les armateurs durent acheter de vieux bateaux pour les démolir. Ils les ont achetés plus cher que le prix du navire à la ferraille.

37 demandes de constructions, venant de 22 sociétés, ont été agréées. Il n'a été fait droit à aucune demande de modernisation, d'abord parce que la perte à subir sur les navires à démolir rendait la modernisation coûteuse, et ensuite pour une raison pratique : on devait constituer une première hypothèque sur les navires faisant l'objet du prêt, or ils étaient déjà hypothéqués.

La rareté croissante et le coût élevé du tonnage à démolir ont constitué les principaux obstacles au fonctionnement du plan. Il aurait rendu plus de services un ou deux ans plus tôt, mais il a tout de même atteint son but utile, c'est-à-dire moderniser la flotte britannique, les 50 navires construits étant d'un type plus moderne, plus rapide et d'exploitation plus économique, et surtout il a donné des commandes aux constructions navales.

Le Parlement a prolongé d'un an la subvention au « *tramping* ». A la fin de 1938, il est question de refaire un autre « *Scrap and Build Scheme* » avec quelques modifications. Pour construire une tonne de navire neuf on ne devra démolir qu'une tonne de navire âgé. Le comité de remplacement sera supprimé et sa tâche reviendra à l'« *Import Duties Advisory Committee* », comité consultatif des tarifs, que nous avons déjà rencontré dans l'industrie métallurgique.

L'Etat est aussi intervenu d'une façon très efficace par le réarmement qui comporte une partie navale importante.

Jusqu'en 1934, les constructions des navires de guerre ont été très ralenties, mais à partir de cette date, et surtout en 1935, au moment où on a voulu appliquer les sanctions contre l'Italie et où l'on s'est aperçu de la faiblesse de la flotte anglaise, le gouvernement a voté des crédits pour construire de nouvelles unités de guerre. En 1935, elles occupaient 1/5 des cales en activité. En 1936, 500.000 tonnes sont commandées par l'Amirauté. En 1937-1938, ce mouvement s'accélère encore, les ordres pour la marine de guerre sont toujours très abondants et ont la perspective de le rester pendant 1939.

III. — *Quelle est la situation actuelle de l'industrie ?*

A partir de 1935, la reprise des constructions navales continue, car le volume du commerce international augmente et les constructions navales y sont sensibles, et d'autre part la capacité de transport mondial s'ajuste progressivement à la demande par la démolition des vieux navires.

On constate une amélioration considérable en 1936 : le chômage tombe à 26,9 %, les constructions navales profitent indirectement de l'accord sur les frets minima conclu entre les armateurs. Cette amélioration s'accroît encore en 1937 : c'est l'année record des constructions navales anglaises depuis la crise. En octobre, 167 unités de 1.255.796 tonnes sont prêtes à prendre la mer. Les 2/3 des cales sont occupés, on manque même de main d'œuvre spécialisée.

Après la guerre, et devant le chômage persistant, beaucoup d'ouvriers ont quitté cette industrie pour aller vers le Sud, vers le bassin de Londres où sont localisées les nouvelles industries prospères qui ne connaissent pas le chômage, et en 1937, on s'est aperçu que la main d'œuvre spécialisée faisait défaut.

Le déséquilibre entre la capacité productive et le tonnage en construction s'atténue grâce à l'œuvre de la « National Shipbuilders Security » et à la crise elle-même qui a fait fermer des chantiers. Les sociétés de constructions navales sont en meilleure posture financière, elles ont distribué des dividendes, ce que la plupart n'avaient pas fait depuis longtemps, et ont même pu se constituer des réserves.

Mais il y a des points noirs : d'abord la hausse du coût de construction raréfie les commandes, les armateurs ne veulent pas suivre la hausse des prix qui est la caractéristique de l'industrie lourde en 1937.

Ce qui est plus grave, les exportations ne se relèvent toujours pas. En 1920, il y avait 40 % du tonnage en construction qui était destiné à l'étranger; en 1929, année de prospérité, 500.000 tonnes encore provenaient d'ordres du dehors. Depuis, ces derniers diminuent, ils ne représentent plus que 13,6 % du tonnage en construction en 1936.

En juillet 1938, il y avait encore un million de tonnes, à cause du *Queen Elisabeth* et du *Mauritania*, mais lorsque ces deux gros navires seront lancés, il ne restera plus grand'chose.

Au début de 1939, il n'y a pas plus de 25 % du tonnage mondial en construction en Angleterre, seulement 1/4 de la capacité de construction pour la marine marchande déjà rationalisée par la N.S.S. sera occupé.

Les commandes d'armement agissent d'une façon très efficace. La plus grande partie des ordres viennent de l'Amirauté. C'est grâce à elles que l'industrie se soutient, mais ce ne sont pas ces commandes qui forment une base solide pour sa prospérité, et ce n'est qu'une triste consolation octroyée à ceux qui devraient construire des cargos ou des paquebots.

L'industrie est pourtant mieux organisée qu'avant 1930, des progrès techniques ont été réalisés pour la grandeur et la rapidité des navires. La concentration s'est accentuée, les 2/3 de la production sont contrôlés par 10 entreprises dont la plus grande est « Harland and Wolff ». Les chantiers petits ou vieux ont disparu. Une coopération s'est établie; sous l'égide de la N.S.S. les constructeurs ont créé la « Shipbuilding Conference » pour étudier leurs intérêts communs. Mais de nouveau en 1939, il n'y aura que 54 % des cales occupées.

Il y a deux causes à cette disette de commandes pour la marine marchande : d'abord 1938 est une année de crise cyclique, et la deuxième cause est la concurrence étrangère facilitée par les subventions. C'est ainsi qu'en 1938, pour la première fois dans son histoire, la balance du commerce des constructions navales anglaises s'est montrée défavorable, c'est-à-dire que le tonnage en construction à l'étranger pour le compte de la Grande-Bretagne est plus élevé que le tonnage anglais à destination de l'étranger. Le III^e Reich a des commandes pour le compte d'intérêts britanniques pour liquider les avoirs gelés qu'ils possédaient en Allemagne. Les chantiers scandinaves construisent aussi des navires pour l'Angleterre.

Devant cette situation, l'industrie se retourne vers l'Etat : « Meet subsidy with subsidy », combattre les subventions par des subventions, tel est son slogan.

L'industrie des constructions navales est une industrie-clé pour la Grande-Bretagne, et M. Oliver Stanley, ministre du commerce, dans un discours aux Communes en juillet 1938, déclara que le gouvernement reconnaissait l'importance vitale des constructions navales et de la marine et qu'il se prépare à l'aider. En effet, l'Allemagne, les Etats-

Unis et le Japon accroissent leur marine marchande, l'Angleterre doit faire de même. Il lui faut des navires pour se défendre contre la faim et pour la défense nationale.

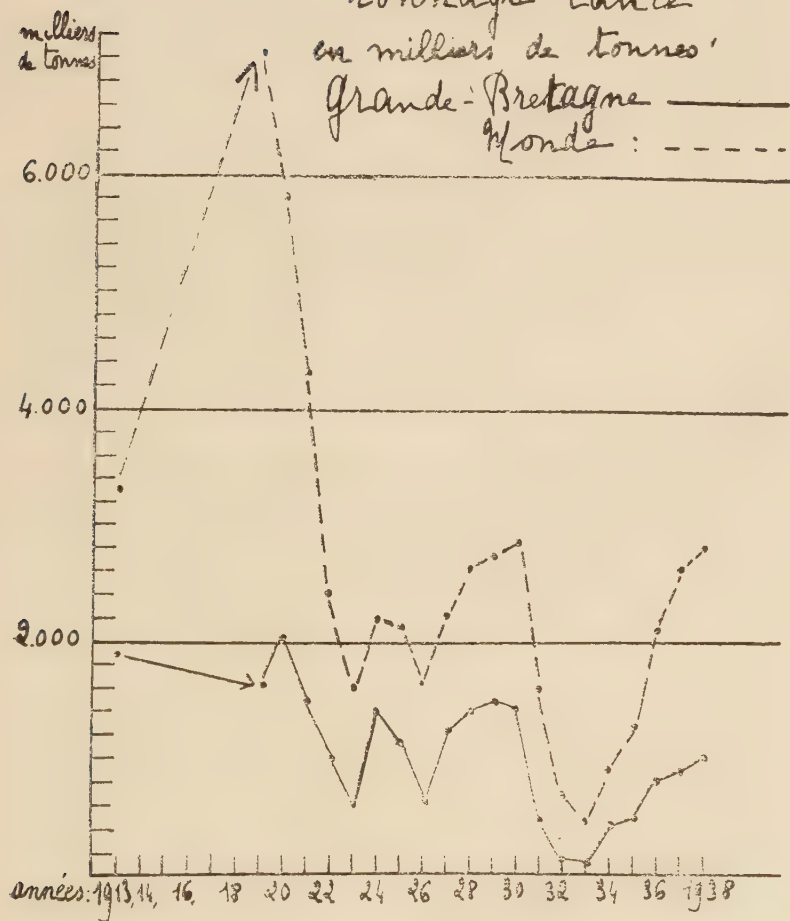
Depuis 1930, l'industrie des constructions navales se rationalise. Sous l'action de la « National Shipbuilders Security », sa capacité productive a été réduite du tiers, l'individualisme est remplacé par une coopération entre les firmes. Malgré ces efforts, la place tenue dans le monde par les constructions navales anglaises décline, les commandes de l'étranger continuent à diminuer, l'activité des chantiers est presque circonscrite au réarmement, et on peut dire qu'à l'heure actuelle les commandes de l'Amirauté remplacent les commandes perdues pour l'exportation.

1913-1938

TONNAGE LANCE EN GRANDE-BRETAGNE
ET DANS LE MONDE

	en Grande-Bretagne	dans le monde
	(en milliers de tonnes)	
1913	1.932	3.333
1919	1.620	7.145
1920	2.056	5.862
1921	1.538	4.357
1922	1.031	2.467
1923	646	1.643
1924	1.440	2.248
1925	1.085	2.193
1926	640	1.675
1927	1.226	2.286
1928	1.446	2.699
1929	1.523	2.793
1930	1.479	2.899
1931	502	1.617
1932	188	727
1933	133	489
1934	460	967
1935	499	1.302
1936	856	2.117
1937	921	2.690
1938	1.030	3.034

1913 - 1938
Constructions navales
tonnage lancé
en milliers de tonnes
Grande-Bretagne ———
Monde : - - - - -



CHAPITRE V

LA REORGANISATION DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

L'industrie cotonnière anglaise d'avant-guerre était la plus puissante du monde. Elle était concentrée dans le Lancashire. Les exportations de cotonnades anglaises égalaient les 2/3 des exportations de cotonnades de la terre. En 1913, elle produisait 8 milliards de « Square Yards » (1) et en exportait 7 milliards, ce qui représentait une valeur de 97 millions de £, soit 24 % du total des exportations anglaises.

L'Angleterre occupait donc de loin la première place parmi les pays fabriquant et vendant des cotonnades.

Cette industrie cotonnière anglaise présentait les deux caractéristiques suivantes :

1° L'Angleterre en avait le quasi monopole;

2° C'était une industrie essentiellement exportatrice, 87 % du coton était exporté : ses grands marchés étaient les pays extrême-orientaux, le Japon, la Chine, les Indes Néerlandaises, et surtout l'Inde britannique.

Pour asseoir son industrie cotonnière sur des bases solides, la Grande-Bretagne voulait arriver à se rendre indépendante des Etats-Unis pour ses achats de coton brut. En

(1) 1 yard = 0 m. 914.

1914, elle y était parvenue, « The British Cotton Growing Association » s'était rendue maîtresse de vastes plantations en Afrique, en Australie et aux Indes. L'Angleterre était sûre de pouvoir désormais se ravitailler.

On voit quelle était la place capitale tenue par l'industrie cotonnière en Grande-Bretagne et combien elle était forte et prospère avant-guerre.

Elle fut ruinée par la guerre. De 1914 à 1919, le Lancashire n'a pu travailler qu'au ralenti, les difficultés surgirent pour transporter le coton brut en Angleterre, puis les cotonnades vers les pays acheteurs. De 1917 à 1919, l'industrie fut surveillée par le « Cotton Control Board », conseil de contrôle composé de représentants des patrons, des ouvriers et du gouvernement. Ce conseil permettait à chaque entreprise de ne produire que telle quantité qui représentait un certain pourcentage de sa capacité. Il faisait surtout produire des qualités supérieures qui ont une plus grande valeur sous un plus petit volume.

Les pays d'Extrême-Orient, acheteurs de basses qualités, durent se passer des cotonnades anglaises, ils se retournèrent autre part, l'Inde et surtout le Japon profitèrent de cette carence de l'Angleterre pour se doter d'une industrie cotonnière qui se développa encore après la guerre. Les principaux clients de la Grande-Bretagne devinrent ainsi ses rivaux.

L'Angleterre ne s'aperçut pas tout de suite de cette situation si inquiétante pour elle. Immédiatement après la guerre, les pays extrême-orientaux dont le pouvoir d'achat avait augmenté par suite de l'appréciation de l'argent achetèrent encore des cotonnades anglaises. Pendant le « Boom » de 1920, les industriels du Lancashire firent de gros bénéfices, ce ne fut d'ailleurs qu'un « price boom » car les prix montèrent seuls, la production resta inférieure à celle de 1913.

Au début de 1921, le « boom » prit fin et la situation véritable apparut. Depuis cette époque, l'industrie ne travaille qu'à 70 % de sa capacité, les exportations sont égales à la moitié de celles d'avant-guerre, le chômage est de 22 % à une époque où le reste du monde connaissait la prospérité. Il y a deux causes à cette situation. Comme nous l'avons vu, l'Angleterre a perdu pendant la guerre le marché extrême-oriental, particulièrement celui de l'Inde. En 1913, l'Inde avait acheté à la Grande-Bretagne 2.900.000.000 de yards carrés de cotonnade; en 1930, elle n'en achetait que 700 millions. Les exportations britanniques vers la Chine ont diminué de 70 % en 1928 par rapport à avant-guerre. Le Japon a pris sur ces marchés la place de l'Angleterre, grâce à ses bas prix. De plus, une industrie cotonnière s'est développée aux Indes : Gandhi a démontré aux Hindous qu'il était illogique d'envoyer du coton brut en Angleterre et de le lui racheter ensuite sous forme de cotonnade. A son instigation, l'Inde s'est donc équipée. Elle est encore loin de se suffire à elle-même, mais désormais c'est au Japon qu'elle s'adresse et non plus à la Grande-Bretagne. D'autres concurrents sont nés aussi, tels l'U.R.S.S. et l'Italie.

L'Angleterre ne s'est pas adaptée aux circonstances d'après-guerre, elle a continué à disperser ses forces au lieu de faire un front commun capable de lutter efficacement contre les industries nées pendant la guerre. Elle a conservé son organisation traditionnelle que nous allons décrire, telle qu'elle se présentait en 1921 et 1929.

L'industrie cotonnière est située dans le Lancashire, dont le climat humide lui convient parfaitement. En effet, lorsque l'atmosphère est sèche, les fils se cassent.

Cette industrie est caractérisée par la séparation des fonctions : il y a d'abord la grande distinction entre la

section américaine qui produit des cotonnades ordinaires et la section égyptienne spécialisée dans les qualités supérieures qui peut se justifier.

Cette division mise à part, l'industrie est décomposée en différentes sections :

— la section des importateurs de coton brut, très nombreux.

— la section des filateurs localisée dans le Sud du Lancashire. Elle est composée de petites sociétés par actions, au nombre de 700 environ, en 1928. Il existe une fédération des filateurs de coton, mais ce n'était à aucun degré un cartel.

— la section du tissage, composée d'entreprises encore plus petites et plus nombreuses, ce sont généralement des « private companies », des sociétés familiales. Elles sont localisées dans le Nord et le Nord-Est du Lancashire. (On ne rencontre presque pas d'entreprises combinant à la fois la filature et le tissage). Il y en a 1.200.

— la section du finissage englobe trois branches : les blanchisseurs, les teinturiers et les imprimeurs, 400 en tout. Là, une organisation est intervenue avant-guerre pour empêcher la concurrence qui rendait cette section improductive. Chaque branche est groupée en association qui fixe les prix.

— la section de l'emballage est, elle aussi, fortement organisée, avec à sa tête « The Master Packers' Association », organisme qui fixe les prix.

— Enfin, les marchands, très nombreux, il y en a au moins 1.000. Ce sont eux seuls qui sont des agents de renseignements et de liaison. Ils sont des « free merchants », des marchands indépendants qui ne vendent pas pour telle

entreprise particulière, mais pour réaliser un profit pour eux, souvent au détriment du fabricant.

Ces différentes sections sont indépendantes les unes des autres. Elles sont à leur tour formées de multiples entreprises également indépendantes, ce qui rend une action commune très difficile. Cette division avait pu convenir au XIX^e siècle, elle présentait des avantages, chacun étant spécialisé était compétent dans sa sphère. Les marchands, disséminés dans tout le monde, recrutaient beaucoup de commandes, la multiplicité des entreprises entraînait la multiplicité des types entre lesquels le client pouvait choisir, et surtout l'Angleterre étant seule ne craignait pas la concurrence.

L'Angleterre d'aujourd'hui ne peut pas conserver cette organisation si compartimentée. L'industrie anglaise n'est pas intégrée et elle supporte par conséquent tous les frais des intermédiaires, par exemple, le courtier en coton brut prend 1/2 %, le courtier en fil, 1 %. Les entreprises étant très nombreuses sont petites et ne peuvent pas produire en masse et en série. Les firmes, et particulièrement les filatures, sont dans une position financière très mauvaise, en 1919-1920 elles ont été surcapitalisées et ne peuvent pas supporter les charges de leur énorme capital : en effet, sous prétexte d'une plus grande valeur de leurs installations et des matières premières, elles ont doublé, triplé et quelquefois même, sextuplé leur capital. Le tissage, composé de « private companies » s'est moins prêté à la spéculation et a moins souffert de la surcapitalisation. Il aurait pu y avoir des banqueroutes dans lesquelles auraient sombré les entreprises les moins solides, mais les gros créanciers, les banques ont accordé des moratoires, espérant toujours que la prospérité reviendrait.

Les entreprises, déjà si peu brillantes, achèvent de se ruiner en pratiquant entre elles le « price cutting », la vente au plus bas prix, et n'ont pas de capitaux pour renouveler leur outillage qui date d'avant-guerre. En Angleterre, les 3/4 des broches sont des « mule Jenny », alors que le reste du monde s'équipe avec des « ring spindles » qui permettent d'accélérer la production et d'utiliser une main d'œuvre moins habile. Les métiers automatiques, ou semi-automatiques, ne représentent qu'un pourcentage de 3 %.

Les charges d'un salaire élevé correspondant au « standard of life » anglais sont encore accrues par rapport aux autres pays par la revalorisation de la £.

L'Angleterre possédait encore en 1930, 57 millions de broches et 740.000 métiers, mais beaucoup ne travaillaient plus. Dans ces conditions, elle ne pouvait pas se défendre contre l'industrie cotonnière si fortement organisée du Japon.

Au contraire, au Japon on se trouve en présence d'une production intégrée, concentrée, massive, disciplinée qui utilise au maximum les procédés modernes. Trois grandes firmes, dont la plus connue est la maison Mitsui, importent 80 % du coton brut et exportent une même proportion de fils et de tissus. Les entreprises de filature possèdent leur propre tissage et se sont annexées des blanchisseries et des teintureries. « The Japan Cotton Spinners' Association » constitue un cartel qui contrôle 97 % du nombre total des broches; les tissages intégrés aux filatures, les importateurs et les exportateurs en relation avec l'industrie cotonnière en font également partie. Le capital est plus centralisé qu'en Europe et a plus d'influence sur l'industrie, il n'y a pas cette division si caractéristique en Angleterre entre la production et la distribution. L'outillage est ultra-moderne, les nouvelles usines sont installées de façon à réaliser le maxi-

num d'économies, il n'y a que 10 millions de broches, mais deux équipes se relaient pour les faire tourner jour et nuit, ce qui permet de répartir les charges fixes sur un plus grand nombre d'unités produites et permet de renouveler plus souvent l'outillage.

Le Japon utilise le coton des Indes, à fibres courtes et à bon marché, leur mélange à d'autres fibres a même été déclaré obligatoire par l'Etat. Les salaires sont très bas, on utilise les ouvriers au maximum, un seul surveille souvent 20 métiers à la fois, on emploie des femmes et des enfants, le yen a été dévalué en 1934 : tout cela explique que le Japon peut inonder le monde de cotonnades à très bas prix.

D'année en année, le Japon gagne de nouveaux marchés, il n'y a pas de pays où il ne vende ses cotonnades à un prix 40 ou 50 % plus bas que celui qui y est en vigueur, l'Etat accordant, s'il y a lieu, des primes à l'exportation. Le Mandchoukouo, l'Inde, les Indes Néerlandaises et l'Egypte absorbèrent, en 1937, 50 % des exportations japonaises. La Chine a diminué ses achats au Japon depuis la propagande anti-nippone, mais les exportations japonaises vers ce pays se relèvent. Même engagé dans une guerre, le Japon est en train de vouloir conquérir les marchés de l'Amérique Centrale, de l'Amérique du Sud et du proche Orient.

Il est temps que l'Angleterre réagisse et adopte à son exemple le système de la grande production concentrée.

La crise de 1930 a encore aggravé la situation de l'industrie cotonnière anglaise. En 1931, le pourcentage des chômeurs atteint 38,4 %, l'industrie ne travaille qu'à 50 % de sa capacité, les exportations égalent seulement le tiers de celles d'avant-guerre. La section égyptienne relativement prospère jusque-là, parce que le Japon triomphe surtout dans les types ordinaires, subit les conséquences de la crise et

de la restriction de la demande. Les principaux clients de l'Angleterre lui achètent moins car les débouchés sont fermés pour les matières premières qu'ils vendent.

Une rationalisation de l'industrie s'impose pour réduire le coût de production, des spécialistes anglais estiment que la réorganisation amènerait une baisse de 25 % à 30 % des prix actuels. Il faudrait réaliser une union entre les filateurs, les tisserands, les marchands. Au sein des filatures, l'entente paraît difficile, les charges financières sont élevées, beaucoup de broches sont arrêtées et on espère toujours qu'elles tourneront à nouveau. Il faudrait que les entreprises fusionnent entre elles, ou tout au moins concluent des accords pour mettre fin au « price cutting ». Il faudrait que les tissages s'intègrent aux filatures. Les marchands sont beaucoup trop nombreux, ils se font une concurrence néfaste et ne désirent pas du tout une entente entre producteurs qui se ferait à leur détriment : c'est toujours le même problème d'adaptation aux méthodes nouvelles et de réduction de la capacité productive, laquelle correspondait à la situation prééminente d'avant-guerre, mais est disproportionnée par rapport aux possibilités d'après-guerre : une réforme de structure est plus nécessaire encore dans l'industrie cotonnière que dans les autres industries.

I. — *Fusion*

Le mouvement de réorganisation commença par des essais de fusion pour remédier à la taille trop petite des entreprises, faire bénéficier l'industrie anglaise des avantages de la production en masse et supprimer les inconvénients de la stérile concurrence intérieure.

En 1927, on avait voulu créer « The American Cotton Yarn Association », le capital de l'association aurait été souscrit par les filatures, elles auraient fixé les prix minima et réglé la production par le système des quotas transférables. Cet essai échoua parce que des entreprises restées en dehors du Cartel vendaient à des prix plus bas.

« The Joint Committee of Cotton Trade Reorganization » fut créé en 1928 pour coordonner les activités des différentes sections. C'est une association composée de représentants des filateurs, des tisserands, des finisseurs, des marchands et des ouvriers qui sont nommés, dans presque tous les cas, par l'association de la section concernée. Ce comité proclamait aussi la nécessité de grande fusion.

C'est grâce à la Banque d'Angleterre que fut réalisée la première amalgamation : la « Lancashire Cotton Corporation », créée au début de 1929 dans la section américaine de la filature.

La « Lancashire Cotton Corporation » est une société commerciale qui voulait englober 200 usines, représentant 10 millions de broches et 30.000 métiers. Elle les répartirait entre de grandes usines chacune spécialisée dans quelques articles. Elle prétendait faire des économies par des achats à meilleur compte et une réduction des frais généraux, on voulait réduire le capital des usines absorbées et les actionnaires recevraient un nouveau capital égal à 5 Shillings 4 Pence par £.

Au début, il y avait eu une unité de direction ; au bout de deux ans, les actionnaires s'opposèrent à cette direction centrale et unique. Ils croyaient qu'une gestion efficace des usines ne pouvait pas être séparée de la responsabilité encourue. En 1932, le président et les administrateurs démissionnèrent et on changea de méthode.

En 1935, la L.C.C. avait absorbé 150 filatures et en avait fermé la moitié; elle a éliminé les vieilles broches, standardisé la production des fils et modernisé l'outillage, mais elle n'a acquis que 20.000 métiers. Or, il aurait fallu pratiquer l'intégration verticale sur une grande échelle en combinant la filature, le tissage et le finissage.

Les usines achetées par la L.C.C. étaient pour la plupart déficitaires, de plus elle avait débuté dans des circonstances peu favorables et avait opéré en pleine crise mondiale. Aussi, de 1929 à 1933, elle accuse une perte totale de 900.000 £.

En 1936, elle a soumis à ses actionnaires un projet de réorganisation financière qui prévoyait une très forte réduction de capital. Si les actionnaires l'approuvaient, la « Bankers Industrial Development Cy » aiderait la L.C.C. et souscrirait pour 250.000 £ d'actions. Cette réorganisation réussit, en octobre 1937 la L.C.C. montra un bénéfice de 604.890 £. Evidemment, l'année 1937 a été prospère, mais même en 1938, nouvelle année de crise cyclique, elle montre 285.000 £ de bénéfice. Elle est dans une situation meilleure que les autres entreprises parce que mieux organisée et pouvant produire en masse.

Le premier pas dans la voie de la réorganisation avait été fait avec l'aide de la Banque d'Angleterre.

Dans la section égyptienne, une autre fusion eut lieu qui donna naissance à « The Combined Egyptian Mills Amalgamation », couvrant 3 millions de broches. Elle et un autre groupe, la « Fine Spinners' Association », englobent un tiers de la section égyptienne.

« The Combined Egyptian Mills Amalgamation » emploie un outillage moderne et a donné de bons résultats.

Ensuite, en 1931, on aurait voulu créer les « Allied Spinners » qui devaient englober toutes les filatures anglaises travaillant le coton américain. Là, on a échoué, parce que les entreprises étaient lourdement endettées et que leurs créanciers s'opposèrent au projet.

II. — *Tentatives de réorganisation par les intéressés eux-mêmes*

Il fallut discipliner l'industrie cotonnière, aussi on assiste à de nombreux essais pour établir des plans. C'est surtout dans la section de la filature qu'on en trouve.

Dès 1922, un certain nombre de filateurs formèrent un « Provisional emergency cotton committee ». Le comité demandait un contrôle pour prévenir les ventes à bas prix, il voulait un « Cotton control Board » semblable à celui du temps de guerre pour limiter la production, régler les prix et soumettre les firmes réfractaires à des pénalités. Ce projet n'a pas abouti, les filateurs ne s'étant pas mis d'accord.

Au mois d'octobre 1934, deux plans sont établis par des comités nommés par la Fédération britannique des filateurs de coton. L'un prévoit une association, l'autre une réduction.

Le premier projet prévoit un système de quotas, il crée une association des filateurs de coton. Elle aurait à sa tête un comité exécutif de 18 membres dont le président serait indépendant. L'adhésion à l'association est libre. Elle dure trois ans. Elle déterminerait la quantité à produire et en allouerait à chaque entreprise une partie d'après sa capacité de production. Les quotas seraient révisés périodiquement d'après l'activité réelle des entreprises. Le système des quotas institués n'est pas inflexible, c'est-à-dire que les en-

treprises membres de l'association peuvent produire au-dessus de leur quota, mais elles paieront alors une indemnité et les entreprises produisant moins recevront une compensation. On organise donc un « pool ».

Ce système permettrait d'éviter la surproduction et la concurrence intérieure. Quant aux prix, ils sont fixés par les membres et seront coordonnés et contrôlés par l'association. Pour couvrir ses dépenses, l'association percevra une taxe de 1/8 de penny par broche et par an.

Ce projet aurait été adopté s'il avait reçu l'approbation de 90 % des filateurs. Il ne fut approuvé que par 51 %, 18 % s'étant abstenus et les autres ayant voté contre.

Le second projet avait été élaboré par le comité présidé par Colwynn. Le rapport indiquait qu'il y avait 13.500.000 broches en surplus, il prévoyait la suppression de 10 millions de broches. Si tout n'était pas détruit, les industriels devaient tout au moins s'engager à ne pas les faire tourner, on leur accorderait une certaine somme pour les entretenir. L'avant-projet de loi qui accompagnait le rapport instituait un « spindle board », conseil des broches, composé de 5 membres. C'est lui qui rachèterait les broches au prix de 5 shillings par broche et les revendrait 1 shilling à la ferraille. Les opérations de rachat coûteraient donc 2 millions de £, cette dépense serait couverte par une taxe sur les broches en activité. La section américaine en paierait 9/16 et la section égyptienne, 7/16. Aucune entreprise nouvelle ne serait créée avant trois ans, à moins qu'elle ne soit autorisée.

Ce plan a été critiqué, on a critiqué la différence entre la section égyptienne et la section américaine, on aurait voulu abaisser la taxe qui accroît les frais généraux des filatures secondaires, mais bien outillées. Enfin, le rachat

des broches inactives ne servirait, disait-on, qu'à désintéresser les créanciers et non à favoriser la reprise.

Le plan a été abandonné, 66 % des intéressés seulement s'étant prononcés en sa faveur.

Le Lancashire n'a donc pas appliqué le rapport Colwynn, attendant que la situation s'améliore d'elle-même par l'élimination des usines les plus faibles.

Un autre projet de réorganisation dans la section égyptienne a été également abandonné en 1934, il n'avait réuni que 58 % des intéressés en sa faveur.

Dans le secteur du finissage, les teinturiers eux aussi proposèrent un projet en 1933, qui a deux buts : 1° établir un système de quotas et de pools; 2° racheter l'outillage superflu.

Pour appliquer la première partie, on créerait « the Textile Dyers' Federation » qui réglerait la production et en allouerait une partie à chaque firme pendant 15 ans. Le plan prévoyait également un « pool ».

Pour la seconde partie, on rachèterait l'outillage en excédent avec l'aide d'un emprunt. Le service de cet emprunt serait assuré par les teinturiers au moyen d'une taxe de 4 % sur la production. Ce plan ressemblait donc beaucoup au projet Colwynn, il fut présenté au Ministère du Commerce, les industriels craignirent la contrainte, et le plan fut abandonné.

Toutes les tentatives pour essayer de réorganiser l'industrie cotonnière ont donc échoué jusqu'ici. Elles se sont heurtées à l'extrême individualisme des industriels du Lancashire attachés à leurs traditions.

En 1934, on n'a encore abouti à rien. Il est impossible d'approcher de l'unanimité pour soutenir et appliquer un plan.

L'état de l'industrie montre pourtant qu'elle en a besoin. 1930 avait été une très mauvaise année, 1931 a été pire encore. Depuis 1932, il y a un progrès, quoique les filatures travaillent seulement à 50 % de leur capacité.

Il est très difficile de rétablir la filature sur des bases normales. Le moindre indice d'amélioration entraîne la mise en marche d'une quantité nouvelle de broches. La surproduction reparaît que suit un nouvel avilissement des prix. Il faudrait, pour réaliser l'union entre les sections, une force supérieure, celle de l'Etat; mais il ne veut pas intervenir tant que l'industrie ne se sera pas disciplinée.

III. — *Les accords sur les prix*

Pour se réorganiser, les filateurs se sont tournés vers une direction autre que celle des plans, ils ont conclu des « price control agreements », des accords sur les prix pour mettre fin à la concurrence interne qui les ruinait. Le but essentiel de ces accords est de fixer un prix minimum. Le premier accord de ce genre a été réalisé par les industriels de Royton, le 24 août 1934, il s'applique à 30 usines et 3 millions de broches.

Dans tous les accords, on trouve un comité exécutif qui fixe le prix minimum et les conditions générales de vente. Un comptable indépendant surveille les ventes, toutes les plaintes sont adressées à lui d'abord, puis au comité.

Ce qui est très important, c'est que l'Etat a donné aux clauses de l'accord la force d'une loi. Si l'un des signataires vend à un prix inférieur au prix minimum, il encourt de ce chef une pénalité. Les accords sont respectés, car ils sont « legally binding ».

Mais le gouvernement n'a pas voulu aller plus avant, il s'est refusé à rendre un accord sur les prix obligatoire, même pour une minorité de non signataires, bien que le « Joint Committee of Cotton Trade Reorganization » le lui ait demandé. En Angleterre, on respecte toujours la liberté et on craint le monopole.

Toujours est-il que beaucoup de filateurs conclurent des accords sur les prix, celui de Royton qui avait été conclu pour 18 mois d'abord fut renouvelé en février 1937 pour une période indéterminée. En 1938, on a calculé qu'il y avait 20 millions de broches dans le Lancashire pour le coton américain. Sur ce total, 8 millions 1/2 sont couvertes par des accords sur les prix. Il y en aurait plus, si, en novembre 1937, le « price agreement » pour le « medium american ring yarn » s'appliquant à 75 usines et 4 millions 1/2 de broches, ne s'était rompu à cause d'une minorité restée en dehors de l'accord qui vendait à des prix plus bas.

« L'Egyptian yarn price agreement » mis en opération au début de 1937 a été renouvelé en août 1938, il représente 86 % des branches concernées.

Ces accords sur les prix constituent un progrès, ils empêchent la concurrence destructive et ruineuse que se faisaient les filatures.

Dans le tissage, les efforts des tisserands n'avaient abouti, en 1935, qu'à un « unified wages agreement », un accord sur les salaires légalisé en 1935, qui met fin au « wage cutting », à la concurrence ouvrière.

Ce n'est qu'en 1937 que trois projets furent préparés par le groupe d'études de Burnley. Ils proposent : 1° un projet d'assurance, en vertu duquel les industriels paieraient hebdomadairement une certaine somme pour leurs

métiers au travail, somme qui constituerait un fonds. Ceux qui auront des métiers arrêtés recevront une compensation de ce fonds ainsi créé pour couvrir leurs frais d'entretien.

2° Le second projet prévoit l'établissement d'un système de pools et de quotas.

3° Le troisième vise le rachat des métiers excédentaires à l'aide d'une taxe sur les métiers en activité.

Dans tous les plans que nous avons rencontrés, que ce soit celui des filateurs, des teinturiers ou des tisserands, il y a toujours cette proposition de réduire la capacité productive, c'est la preuve qu'une amputation de l'outillage est nécessaire dans toutes les branches de l'industrie cotonnière.

Elle a été réalisée pour la filature en 1936 par une loi, l'Etat est donc intervenu.

IV. — *Intervention de l'Etat pour réduire la capacité productive*

A part son intervention indirecte dans l'industrie cotonnière par la dévaluation de la £ qui a suscité beaucoup d'espairs d'ailleurs peu réalisés, l'Etat n'avait rien fait pour elle.

Tous les gouvernements, que ce soit le gouvernement travailliste de 1930, ou le gouvernement national, avaient reproché au Lancashire de ne pas mettre de bonne volonté à se rationaliser. En février 1934, il y a eu un débat aux Communes où l'on a reproché à l'industrie cotonnière son manque de coordination.

Jusqu'en 1936, le seul rôle joué par l'Etat avait été de donner force de loi aux accords sur les prix.

Cependant l'Etat aurait bien voulu rendre obligatoire le rapport Colwynn. C'est pourquoi, le 29 mai 1936, le « Cotton Spinning Industry Act » a été voté.

Cette loi établit un plan de réduction des broches à filer par le rachat et la destruction des broches en excédent.

Cette loi réduisant la capacité productive fait suite à plusieurs projets établis par les intéressés eux-mêmes. « The Joint Committee of Cotton Trade Reorganization » proposa une réduction de la capacité en 1931, un conseil d'administrateurs devait être établi, qui pourrait emprunter pour supprimer 10 millions de broches et 100.000 métiers, le service de l'emprunt nécessaire serait assuré par une taxe levée sur l'industrie. Ensuite était intervenu le projet Colwynn.

La loi de 1936 prévoyait qu'il fallait supprimer environ 10 millions de broches, moyennant une perte de 4 shillings par broche. Elle était prévue pour deux ans, mais le Ministère du Commerce pouvait la prolonger pendant une troisième année à la demande du « Spindle Board » et avec le consentement du Trésor. Il a usé de ce pouvoir en septembre 1938, le rachat des broches superflues n'étant pas encore terminé.

La loi institue deux organismes : un « Spindles Board », c'est-à-dire un Conseil des Broches, et un « Economic Advisory Committee », un Comité consultatif économique. Le Spindles Board est composé d'un président et de deux autres membres nommés par le Ministère du Commerce après l'avis d'autorités représentant l'intérêt des filateurs. Il a trois sortes de pouvoirs :

1° Il doit acquérir les broches pour diminuer l'excès de capacité, il peut jeter les broches, les vendre à la ferraille, les faire adapter à un nouvel usage, par exemple l'indus-

trie de la rayonne s'est beaucoup développée dans le Lancashire;

2° Pour le rachat, le Spindles Board peut emprunter jusqu'à concurrence de 2 millions de £ qu'il devra rembourser en 15 ans;

3° Il peut lever une taxe pendant 15 ans à partir du jour de sa nomination, c'est-à-dire du 14 septembre 1936. La taxe est perçue sur les broches en activité, chaque filateur doit donc faire chaque année une déclaration du nombre de ses broches au Spindles Board, sous peine d'une amende de 100 £.

L'emprunt que contractera le Spindles Board est indirectement garanti par l'Etat, puisque celui-ci avancerait les sommes nécessaires s'il y avait un retard dans le paiement de la taxe ou si elle ne suffisait pas.

L'Economic Advisory Committee conseille le Spindles Board et peut lui demander des renseignements. Il est composé de six membres nommés par le Ministère du Commerce après l'avis des filateurs ou du « Joint Committee of Cotton Trade Reorganization ».

La loi de 1936 a été critiquée : on lui a reproché d'imposer par une taxe un fardeau lourd à une industrie déjà ruinée, les Trade Unions lui ont été défavorables, ayant peur que la loi réduisant le nombre des broches n'entraîne un chômage supplémentaire. On n'a pas tenu compte de ces critiques qui se sont montrées fausses.

Pendant sa première année, terminée le 13 septembre 1937, le Spindles Board a racheté 3.265.000 broches, au prix de 848.776 £, il en a revendu 1.900.000 à la ferraille. Finalement, on ne perdra que 2 shillings 7 pence par broche, la perte réelle est donc inférieure à la perte prévue.

Le montant de la taxe sur les broches pendant cette première année a été de 223.005 £.

Pendant sa deuxième année, le Spindles Board n'a acquis que 1.304.000 broches. Le rapport du Conseil expose que la prospérité économique qui s'est produite en 1936-37 a donné naissance à un optimisme qui, joint à un espoir de la réorganisation de l'industrie cotonnière, a engagé les filateurs à continuer à garder leurs broches au lieu de les vendre.

Sur les 4.569.000 broches acquises, 4.097.000 ont été vendues à la ferraille ou employées à un nouvel usage. La perte est toujours inférieure à 2 shillings 7 pence par broche mise à la ferraille, mais il est à prévoir que pour 1939 la perte sera plus grande, car à cause de la crise la demande de machines pour un nouvel usage sera réduite.

En septembre 1936, on a calculé qu'il y avait 10.600.000 broches en excédent, c'est-à-dire 23 %.

En septembre 1937, grâce à l'activité du Spindles Board et aussi à la prospérité économique, l'excédent des broches n'était plus que de 3.900.000, ou 9,2 % de la capacité totale.

En septembre 1938, par suite de la crise cyclique faisant suite à la prospérité de 1937, l'excédent est remonté à 14 millions de broches, ce qui représente 34 % de la capacité totale.

Quand la loi prendra fin, en septembre 1939, elle aura rendu grand service à l'industrie en la débarrassant d'une capacité productive hypertrophiée, déséquilibrée par rapport à la demande et dont les frais d'entretien coûtent cher. Les filateurs sont incités à offrir leurs broches superflues au Spindles Board qui les achète plus cher que leur valeur à la ferraille.

La loi de 1936 est un accroc à la doctrine libérale, mais cet accroc est nécessaire, l'Angleterre ne peut plus posséder le même nombre de broches que du temps où elle ravitaillait en cotonnades le monde entier. La crise avait déjà supprimé pas mal de broches, 12 à 15 millions qui étaient vieilles, délaissées ou adaptées à d'autres usages. Le Spindles Board continue à réduire la capacité productive. à la fin de la troisième année il aura apporté à l'industrie cotonnière anglaise un réel soulagement.

On craint toujours en Angleterre la tendance au monopole, mais la libre concurrence a coûté tellement cher au Lancashire qu'il a été forcé de l'abandonner en partie.

V. — *Le nouveau projet de 1938*

Pour la première fois, en octobre 1937, un plan d'ensemble de réorganisation a été établi. Jusqu'ici, chaque section élaborait, ou plutôt tentait d'élaborer son plan. En octobre 1937, c'est un plan d'ensemble intéressant toutes les sections qui a été établi par un comité mixte composé de membres des différentes organisations cotonnières, à l'instigation du ministre du Commerce.

Ce « Cotton Enabling Bill », ce projet sur l'industrie cotonnière, institue le « Cotton Industry Board », un Conseil de l'industrie cotonnière, et un « Advisory Committee », Comité consultatif. Le but est de développer le commerce d'exportation et de réorganiser l'industrie, le premier but dépendant du second.

Le Conseil de l'industrie cotonnière est composé de 12 membres choisis parmi les industriels. Il y aurait deux filateurs, deux manufacturiers, un teinturier, un blanchisseur, un imprimeur, deux commerçants et trois représentants

ouvriers. Ils seront nommés par le Ministre du Commerce, après consultation des groupements représentatifs des branches intéressées.

L'objet du Comité est : 1° de proposer et d'encourager les projets pour rechercher les débouchés et faire de la propagande; 2° d'étudier les plans établis par chaque section de l'industrie en examinant leur répercussion sur l'exportation et sur les relations entre les différents secteurs.

Le Comité consultatif est composé de trois personnalités nommées par le Ministère du Commerce, ayant l'expérience des affaires, mais pas d'intérêts financiers dans l'industrie cotonnière. C'est donc un organisme indépendant qui représente l'intérêt général.

Le Conseil de l'industrie cotonnière recevra les plans faits par les sections, ou si elles sont trop lentes à en établir, c'est lui qui les élaborera. Il faut que le projet approuvé par le Conseil de l'industrie cotonnière soit accepté par la majorité des intéressés. Il sera ensuite soumis au Ministère du Commerce qui, s'il lui semble convenable, le présentera au comité consultatif qui l'examinera du point de vue de l'intérêt national.

Les plans proposés peuvent avoir pour objet la réduction de la capacité excédentaire, la limitation de la concurrence excessive, la fixation des prix minima, la création de pools et de quotas, l'imposition des taxes, la réglementation de la production et de la création de nouvelles usines, l'application d'accords avec les ouvriers. En somme, toutes sortes de plans peuvent être établis.

Si le Comité accepte le plan et que le Parlement ne s'y oppose pas, les mesures proposées auront force de loi.

Comme toujours en Angleterre, il y a des sauvegardes pour protéger les consommateurs et la liberté des indus-

triels. Un plan doit être approuvé par le corps indépendant qu'est le Comité consultatif. Toute personne lésée par un plan peut en référer au Conseil de l'industrie cotonnière et en appeler au Ministère du Commerce.

Toutes les entreprises devront s'inscrire auprès du Conseil de l'industrie cotonnière, le droit d'inscription couvrira les frais d'administration. Le Conseil a le droit, en outre, d'imposer des taxes dont le produit devra financer les plans entrepris dans l'intérêt de l'industrie. Le Trésor pourra, dans certaines limites, donner son appui aux projets mis à exécution.

Ce projet de réorganisation a été assez bien accueilli, même par des revues comme *L'Economist*, qui a toujours été partisan d'un grand libéralisme. Ce fait montre que les industriels anglais se sont rendu compte de la nécessité qu'il y avait à réorganiser l'industrie cotonnière. Le Comité consultatif, représentant l'intérêt général, a rassuré l'opinion et en particulier les ouvriers.

Cependant le projet a été critiqué, on a dit qu'il augmenterait le coût de production, on s'oppose aussi à la composition du Conseil de l'industrie cotonnière, on voudrait à la place des 12 chefs d'industrie, 3 membres nommés et payés par l'Etat. L'opposition ne veut pas d'un plan avec des pools et des quotas.

Ce projet a tout de même été soumis au Ministre du Commerce, M. Oliver Stanley. Celui-ci l'a renvoyé en mai 1938 pour qu'il soit assuré d'un plus grand accord de l'industrie. En août 1938, le comité mixte introduisit donc des modifications au projet de 1937. Trois types de plans seulement pourront devenir obligatoires :

1° Les plans visant à l'élimination et à la réduction de l'outillage superflu. Il y aurait une compensation pour les ouvriers condamnés de ce chef au chômage. Pour cela il faut un fonds qui sera constitué par une taxe levée sur l'industrie. Ces plans pourront éventuellement s'inspirer du « Scrap and Build Scheme » des constructions navales. Les industriels pourront s'adresser à l'Etat pour lui emprunter dans des conditions avantageuses. Ils ont pour but de remplacer par du matériel neuf les machines qui ne sont plus efficientes et de réduire la capacité productive s'il y a lieu ;

2° Il prévoit des plans établissant des prix et des marges minima, le prix minimum légal étant calculé de façon à assurer un profit à une entreprise efficiente travaillant à plein rendement sur un capital raisonnable ;

3° Des plans légalisant des accords, sur les salaires et les conditions de travail, intervenus entre patrons et ouvriers.

Le Conseil de l'industrie cotonnière administrerait ces plans, il pourrait accepter des prix inférieurs au minimum légal si des exceptions sont jugées nécessaires pour maintenir et développer le commerce d'exportation, but final et essentiel à atteindre.

La durée des plans serait de 15 ans, sauf si le Conseil de l'industrie cotonnière, ou la majorité des industries intéressées, juge son exécution inéquitable à un moment donné. Les firmes devraient se faire enregistrer au conseil, les filateurs paieraient 5 shillings par 100 broches, les tisseurs 30 shillings par cent métiers et les finisseurs, 0,03 % de leur chiffre d'affaires. Les sauvegardes de la liberté des industriels sont accrues. Pour qu'un plan soit pris en considération par le Conseil de l'industrie cotonnière, il devra être soutenu par les 2/3 au moins des entreprises de la

section concernée. Mais le « Joint Committee of Cotton Trade Reorganization » n'avait pas voulu céder sur la composition du Conseil de l'industrie cotonnière qui comprenait toujours les 12 chefs d'industrie.

Le projet d'août 1938, simple modification de celui d'octobre 1937, a encore reparu remanié en décembre 1938. Au fur et à mesure de ces remaniements, il devient de moins en moins hardi. Le projet de décembre 1938 prévoit toujours le Conseil de l'industrie cotonnière, mais on fait entrer dans sa composition un président indépendant assisté de deux autres membres également indépendants, c'est une concession faite à l'opposition. Des corps subsidiaires administreront les plans des diverses sections.

On prévoit en plus un comité pour le développement du commerce d'exportation, composé d'un président indépendant, deux membres également indépendants, et de quatre industriels membres du Conseil de l'industrie cotonnière.

Désormais, deux types de projets seulement sont prévus : 1° des plans de réduction d'outillage; 2° des plans fixant des prix minima établis par des enquêteurs impartiaux d'après des usines bien équipées et travaillant à pleine capacité. Le président et les membres indépendants du Conseil de l'industrie cotonnière pourront abaisser les prix au-dessous du minimum fixé pour le commerce d'exportation.

Le projet de décembre 1938 a été soumis aux entreprises, le ministre du Commerce avait déclaré aux Communes le 20 décembre que si une majorité de l'industrie était favorable au projet, il le ferait voter. Le 27 janvier 1939, le vice-président du « Joint Committee of Cotton Trade Reorganization » annonçait qu'une majorité des 2/3 des firmes était en faveur du projet de décembre 1938. Il y a donc des chances pour qu'il soit adopté.

Ce serait le premier, car jusqu'ici, beaucoup de plans ont été élaborés et ils ont toujours été abandonnés. Les industriels se rendent compte pourtant qu'il faut accepter le principe d'une réglementation sévère imposée par une volonté de la majorité à toutes les entreprises intéressées. Si ce plan était adopté, l'industrie cotonnière pourrait demander avec plus d'autorité l'appui du gouvernement. Tous ces projets émanent de grandes affaires qui voudraient stabiliser les prix avec profit.

VI. — *Quelle est la situation actuelle de l'industrie ?*

Au point de vue technique, il y a des progrès, l'outillage a été modernisé, des entreprises de tissage ont commandé beaucoup de nouveaux métiers, l'usage du coton hindou à fibres courtes et à bon marché s'est un peu répandu. Après de longues discussions entre patrons et ouvriers, le « more looms per weaver system » qui consiste à faire surveiller un plus grand nombre de métiers par un ouvrier a été adopté.

La « Lancashire Cotton Corporation » a introduit dans la filature des méthodes modernes.

Cependant, les exportations continuent à baisser. Pourtant le gouvernement a conclu les accords d'Ottawa en 1932 pour développer les ventes de cotonnades anglaises dans l'Empire; en 1935, les industriels du Lancashire eurent l'espoir de reconquérir le marché hindou, car l'Inde avait contingenté les cotonnades japonaises. Cet espoir fut d'ailleurs déçu, car de 1935 à 1937, les exportations vers l'Inde baissèrent de 542.977.000 à 323.194.000 yards carrés.

En 1936, les exportations ont progressé vers les dominions; d'autre part, à cause de la guerre d'Ethiopie, la con-

currence italienne s'est atténuée. Le chômage diminue de mois en mois, il n'est plus que de 15,5 % en moyenne, en 1936.

1937 a été une année prospère, même pour l'industrie cotonnière, beaucoup de sociétés ont pu améliorer leur situation financière, l'industrie travaille à 91 % de sa capacité.

Un recul s'est produit en 1938, le nombre des chômeurs a augmenté de 60.000 de mai 1937 à mai 1938, et les exportations ont diminué de 25 % au premier trimestre de 1938 par rapport au premier trimestre de 1937. Cette chute est due, en partie, à l'augmentation des droits de douane sur les cotonnades anglaises en Egypte et en Colombie.

Seules les exportations vers l'Afrique du Sud et l'Afrique Occidentale ont augmenté légèrement depuis la guerre; le marché extrême-oriental achète de moins en moins à l'Angleterre, les exportations de filés sont tombées aussi, l'Allemagne qui était cliente n'en achète presque plus, faute de devises.

Le Lancashire ne peut plus lutter efficacement contre le Japon dans les pays acheteurs de qualités ordinaires, il doit se retourner vers l'Europe, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande ou l'Australie, marchés où la question du plus bas prix n'entre pas seule en considération.

Il faut chercher de nouveaux débouchés. Dans le projet de décembre 1938, le Conseil de l'industrie cotonnière et un Conseil spécial pour l'exportation ont pour but de développer les exportations. Le traité anglo-américain de novembre 1938 va sans doute les stimuler un peu.

En attendant, la situation de l'industrie, après une courte période de prospérité en 1937, est de nouveau inquié-

tante. Elle ne travaille de nouveau qu'à 50 % de sa capacité. La reprise intérieure anglaise n'influe pas beaucoup sur cette industrie essentiellement exportatrice et l'aide si efficace que l'Etat a apportée par le réarmement aux autres vieilles industries anglaises ne joue aucun rôle dans l'industrie cotonnière.

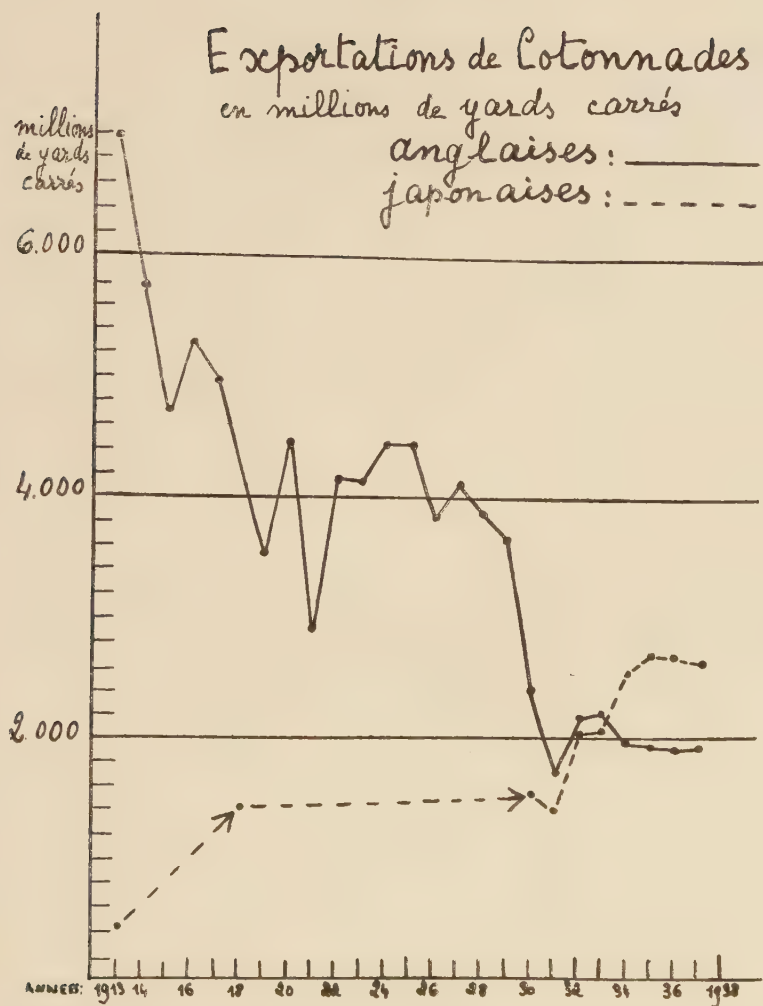
Beaucoup de tentatives ont été faites pour réorganiser l'industrie cotonnière anglaise, les nombreux plans élaborés en sont les témoins, mais jusqu'ici ces efforts ont donné peu de résultats. Un grand progrès serait réalisé si le projet de décembre 1938 aboutissait, il introduirait une discipline dans cette industrie si individualiste. Cependant, la « Lancashire Cotton Corporation » a pu être créée, la concurrence intérieure est freinée grâce aux accords sur les prix, et la capacité productive est réduite.

Malgré ces quelques réalisations, le Lancashire est toujours dans une situation inquiétante, l'industrie cotonnière essentiellement exportatrice voit ses débouchés se resserrer et se défend encore mal contre ses rivaux étrangers.

1913-1937

EXPORTATIONS DE COTONNADES

	Angleterre	Japon
	(En millions de yards carrés)	
1913	7.075	235
1914	5.735	
1915	4.748	
1916	5.254	
1917	4.978	
1918		1.419
1919	3.523	
1920	4.435	
1921	2.902	
1922	4.183	
1923	4.140	
1924	4.443	
1925	4.435	
1926	3.834	
1927	4.116	
1928	3.886	
1929	3.671	
1930	2.406	1.572
1931	1.716	1.414
1932	2.197	2.032
1933	2.031	2.090
1934	1.993	2.577
1935	1.948	2.725
1936	1.916	2.709
1937	1.921	2.644



Conclusion

L'Angleterre est en train de réorganiser ses industries d'exportation, ce faisant elle abandonne en partie le libéralisme économique.

La réorganisation effectuée par l'Etat, la Banque d'Angleterre ou les intéressés a fait entrer les vieilles industries anglaises dans le domaine de l'économie dirigée, que la plupart des Etats à l'heure actuelle ont été forcés d'adopter, au moins temporairement. Ce régime a été imposé par les circonstances.

La direction est d'ailleurs très lâche. Dans les plans de réorganisation, il existe toujours des garanties contre le monopole : l'intervention de la « Railway and Canal Commission », les comités d'investigation, le comité consultatif des tarifs, les présidents indépendants, etc., sauvegardent les droits de la communauté; d'autre part, les plans, même lorsqu'ils sont imposés par des lois, sont administrés par les intéressés eux-mêmes. La tradition libérale anglaise n'a pas disparu.

Lorsque les industries d'exportation seront de nouveau établies sur des bases solides et que l'opération en quelque sorte chirurgicale de l'amputation de l'outillage hypertrophié par rapport à la demande sera effectuée, l'Angleterre pourra revenir au libéralisme qui lui est si cher.

Mais, à l'heure actuelle, le redressement des quatre industries exportatrices tout en n'étant pas encore terminé, a déjà donné des résultats.

La capacité productive a été réduite : plus de 15 millions de broches ont été détruites, des chantiers représentant 1.250.000 tonnes sont stérilisés, de vieux hauts fourneaux, des usines et des puits démodés ont disparu. L'opération de réduction de la capacité prépare la voie à des industries saines capables d'expansion.

Les progrès effectués dans l'organisation proprement dite ont permis aux industries de profiter au maximum de la reprise; les Anglais ont compris qu'il fallait s'unir, et leur individualisme est en recul.

Les exportations, par contre, sont loin d'avoir regagné leur niveau de 1913, il y a des marchés extérieurs qui sont définitivement perdus. L'Angleterre ne peut pas retrouver la suprématie industrielle dont elle jouissait au XIX^e siècle, la réorganisation des industries d'exportation vise précisément à s'adapter à cette nouvelle situation et à leur permettre de lutter d'une façon plus efficace contre leurs adversaires.

Devant les sphères d'influence grandissantes de l'Allemagne et du Japon et l'industrialisation croissante de la plupart des pays, l'Angleterre doit limiter ses ambitions, elle lutte en réorganisant ses anciennes industries d'exportation, mais celles-ci, par la force des choses, s'orientent de plus en plus vers le marché intérieur.

Vu :

Le Président :
Jean LESCURE.

Vu :

Le Doyen :
G. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur
de l'Académie de Paris :
A. ROUSSY.

Bibliographie

LOIS

- Coal Mines act*, 1930.
Coal (registration of ownership) act, 1937.
Coal mines act, 1938.
British shipping (assistance) act, 1935.
British shipping (continuance of subsidy) act, 1937.
Cotton spinning act, 1936.

LIVRES ET BROCHURES

- ALLEN. — *British industries and their organization*, 1934.
Economic instability and state intervention.
- BALFOUR. — *Committee on industry and trade : survey of metal industries*, 1928.
Survey of textile industries, 1928.
Final report, 1929.
- BEVERIDGE. — *Unemployment*.
Britain in depression.
British commerce and industry.
- COLE. — *British trade and industry, past and future*, 1932.
Principles of economic planning.
Next step in British coal industry.
Coal mines reorganization commission. Memorandum on collieries amalgamations, 1931. *Report to secretary of mines*, 1933.
Committee on finance and industry, report, 1930.
Committee on the cotton industry, report, 1930.
- DAMADE. — *Le mouvement de réorganisation industrielle en Grande-Bretagne*, 1937.
- DICKIE. — *The coal Problem*.
- HANNINGTON. — *The Problem of distressed areas*.
- HAROLD MACMILLAN. — *Reconstruction*.
The Middle Way.
Industrial Britain.
Industrial survey of Lancashire area.

Industrial survey of North East coast area.

INGOT. — *The socialization of iron and steel industry*, 1936.

LESCURE. — *Cours de 1935-1936. Les crises périodiques de surproduction*, 5^e édition, 1938.

LUCAS. — *Industrial reconstruction and the control of competition*. — *The British experiments*, 1937.

LORD MELCHETT. — *La politique de l'industrie*, 1929.

MOREL. — *Rapport sur l'industrie cotonnière au Japon*, 1937.

NEUMAN. — *Economic organization of the British coal industry*, 1934.

POUZIN. — *L'évolution économique de la Grande-Bretagne depuis l'abandon de l'étalon or*, 1935.

PYMAN. — *Shipbuilders in happier vein*.

P. E. P. — *Report on the british cotton industry*, 1934.

PIGOU et CLARKE. — *Economic position of Great Britain*.

Report by Board of Trade under section 7 of coal mines act 1930. December quarter 1931, during the year 1934, since march quarter 1935, since december quarter 1935.

Reports by Board of trade under section 12 on the working, of Part I of The act 1926.

Report of the ship replacement committee 1937.

Report of the import duties advisory committee, on the present position and future development of the iron and steel industry, presented to Parliament, 1937.

ROOKE. — *The ownership of coal royalties*.

SIEGFRIED. — *La crise britannique au XX^e siècle*, 1931.

VIENOT. — *Les difficultés de l'industrie britannique depuis la guerre*, 1932.

ZISCHKA. — *La guerre secrète pour le coton*, 1934.

PERIODIQUES FRANÇAIS

Bulletin mensuel de la Chambre de commerce française à Londres.

Bulletin économique et financier.

Bulletin quotidien.

Economiste français.

Journal du commerce.

Journal de la marine marchande.

Nord industriel.

Revue d'économie politique.

Revue économique internationale.

Revue de l'industrie minérale.
Revue politique et parlementaire.
Revue de France du 15 novembre 1927.
Barclays Bank.

PERIODIQUES EN LANGUE ANGLAISE

The Bankers.
British industries.
Barclays bank review.
Board of trade journal.
Coal and trade review.
Chamber of commerce journal.
Colliery guardian.
The Economist.
The Engineer.
Financial Times.
Financial review of reviews.
Glasgow herald review.
Harvard business review.
Iron and coal trade review.
Journal of the royal statistic society.
Llyods' register of shipping.
Manchester guardian.
Manchester guardian commercial.
Mining journal.
Political quarterly.
Statist.
Shipping world.
The Times.
Times trade and engineering.
Westminster Bank review.

ERRATA

Page 24, 25^e ligne, lire : *carence* au lieu de concurrence.

Page 25, 25^e ligne, lire : *acceptés* au lieu de exécutés.

Page 28, 21^e ligne, lire : 1923, 1924, 1925, 1927.

Page 60, 15^e ligne, lire : *les importations* au lieu de la
production.

Page 77, 10^e ligne, lire : *du monopole* au lieu de des
monopoles.

Table des Matières

<i>INTRODUCTION</i>	1
CHAPITRE I. — Qui a réorganisé ?	9
CHAPITRE II. — La réorganisation de l'industrie houillère	17
CHAPITRE III. — La réorganisation de l'industrie métallurgique	47
CHAPITRE IV. — La réorganisation de l'industrie des constructions navales.....	73
CHAPITRE V. — La réorganisation de l'industrie cotonnière	89
<i>CONCLUSION</i>	119
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	121

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 24 AVRIL 1939
AUX IMPRIMERIES LES PRESSES MODERNES
96, GALERIE BEAUJOLAIS - PALAIS-ROYAL
PARIS (1^{er})

